

Prospérité sans croissance

La transition vers
une économie durable

Tim **Jackson**

Préfaces de Patrick **Viveret** et de Mary **Robinson**



Prosperité
sans **croissance**

L'humanité entre dans une nouvelle phase de son évolution, dans laquelle elle est amenée à reconsidérer les aspects économiques, environnementaux et sociaux du développement. Le développement durable doit reposer, à quelque échelon que ce soit (États, entreprises, citoyens, ...), sur des réponses adaptées à tous les défis posés par l'articulation de ces trois dimensions.

*Les titres de la collection **Planète enjeu** viennent alimenter le débat économique, social et politique autour de ces préoccupations liées au développement durable.*

Cette collection a l'ambition de publier des ouvrages de réflexion, apportant un regard novateur. Son champ est largement ouvert à toutes les disciplines des sciences humaines.

Edward B. **Barbier**

Un new deal écologique mondial. Repenser la reprise économique

John **Houghton**

Le réchauffement climatique. Un état des lieux complet

Tim **Jackson**

Prosperité sans croissance. La transition vers une économie durable

David J.C. **MacKay**

L'énergie durable. Pas que du vent !

Peter **Newell** – Matthew **Paterson**

Climat et capitalisme. Réchauffement climatique et transformation de l'économie mondiale

Elinor **Ostrom**

Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles

Prosperité sans croissance

La transition vers
une économie durable

Tim **Jackson**

Préfaces de Patrick **Viveret** et de Mary **Robinson**

Ouvrage original :

Prosperity without Growth

Economics For a Finite Planet

© Tim Jackson, 2009, Earthscan

All Rights reserved

First published by Earthscan in the UK and USA in 2009

Pour toute information sur notre fonds et les nouveautés dans votre domaine de spécialisation, consultez notre site web : www.deboeck.com

Crédits photos :

Vélo : © geronimo - Fotolia.com

Éolienne : © Jean-marc RICHARD - Fotolia.com

Lotissement solaire : © danielschoenen - Fotolia.com

Fromages : © gianna - Fotolia.com

Jardinier : © OSCAR - Fotolia.com

Classe : © auremar - Fotolia.com

Tram : © Raph - Fotolia.com

Agroforesterie : © Christian Dupraz

© De Boeck Supérieur s.a., 2010
Rue des Minimes 39, B-1000 Bruxelles
Pour la traduction en langue française

1^{re} édition
9^e tirage 2013

Etopia

Centre d'animation et de recherche en écologie politique

Espace Kegeljan av. de Marlagne 52, B - 5000 Namur

info@etopia.be

www.etopia.be

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Imprimé en Belgique

Dépôt légal:

Bibliothèque nationale, Paris: mai 2010

Bibliothèque royale de Belgique, Bruxelles: 2010/0074/063

ISSN 2032-7048

ISBN 978-2-8041-3275-0

Remerciements

Ce livre tire sa source d'un rapport rédigé en ma qualité de commissaire à l'économie de la Commission pour le développement durable (SDC, 2009a) à l'invitation de son président, Jonathon Porritt, qui a fourni l'impulsion initiale à l'implication de la Commission dans ce domaine de recherches et a soutenu sans réserve mon propre travail depuis de nombreuses années. Je lui en suis profondément reconnaissant.

Par ailleurs, cet ouvrage est inévitablement influencé par mes fonctions de directeur du groupe de recherche sur les modes de vie, les valeurs et l'environnement (RESOLVE) à l'Université de Surrey, où j'ai la chance de travailler avec une équipe composée de personnes dévouées, enthousiastes et talentueuses qui poursuit des recherches dans des domaines qui recoupent l'objet de cette étude. Leurs recherches constituent une partie de la base de preuves sur laquelle s'appuie ce livre et je leur suis reconnaissant de leur compagnonnage intellectuel autant que du soutien financier du Conseil de la recherche économique et sociale (Subvention n° RES-152-25-1004). Je tiens à remercier Gemma Cook, la coordinatrice administrative de Resolve, qui a relevé le défi de gérer notre charge de travail mutuellement augmentée pendant l'écriture de ce livre et ce, avec une grâce inébranlable et beaucoup d'humour.

Bien qu'elle ait été rédigée et conçue par un seul auteur, cette étude s'appuie sur un immense corpus de ressources. En particulier, elle s'inspire largement du programme de travail du projet *Redefining Prosperity*, développé au sein de la SDC depuis cinq ans (voir annexe 1). Tout au long de cette période, mes collègues commissaires, anciens comme actuels – Jan Bebbington, Bernie Bulkin, Lindsey Colbourne, Anna Coote, Peter Davies, Stewart Davies, Ann Finlayson, Tess Gill, Alan Knight, Tim Lang, Alice Owen, Anne Power, Hugh Raven, Tim O'Riordan, Waheed Saleem et Becky Willis –, n'ont pas été avares de leur temps, assistant aux ateliers, formulant des observations critiques et examinant à la loupe les ébauches de divers documents.

Mes remerciements s'adressent en particulier à tous ceux qui ont directement contribué aux ateliers sur la prospérité entre novembre

2007 et avril 2008, notamment Simone d'Alessandro, Frederic Boudier, Madeleine Bunting, Ian Christie, Herman Daly, Arik Dondi, Paul Ekins, Tim Kasser, Miriam Kennet, Guy Liu, Tommaso Luzzati, Jesse Norman, Avner Offer, John O'Neill, Elke Pirgmaier, Tom Prugh, Hilde Rapp, Jonathan Rutherford, Jill Rutter, Zia Sardar, Kate Soper, Steve Sorrell, Nick Spencer, Peter Victor, Derek Wall, David Woodward et Dimitri Zenghelis.

D'autres parmi mes collègues et amis m'ont prodigué aide et conseils – parfois même à leur insu ! Que soient chaleureusement remerciés Colin Campbell, Mick Common, Brian Davey, Andy Dobson, Angela Druckman, Ian Gough, Bronwyn Hayward, Colin Hines, Fritz Hinterberger, Lester Hunt, Nic Marks, Frances O'Grady, Ronan Palmer, Miriam Pepper, Ann Pettifor, Alison Pridmore, Rita Trattinig, Chris Tuppen, John Urry et David Wheat.

Enfin, il me faut encore adresser mes remerciements au secrétariat de la SDC qui m'a aidé à organiser les ateliers et le lancement du rapport original. Sue Dibb, Sara Eppel, Ian Fenn, Andrew Lee, Andy Long, Rhian Thomas, Jacopo Torriti, Joe Turrent et Kay West, parmi d'autres, ont été une source permanente de conseils éminemment précieux. Je dois une reconnaissance particulière à Victor Anderson dont l'expérience a été indispensable tout au long du projet *Redefining Prosperity*.

Enfin, je remercie également l'équipe d'Earthscan – en particulier Camille Bramall, Gudrun Freese, Alison Kuznets, Veruschka Selbach et Jonathan Sinclair Wilson – pour leur patience, leur soutien et leur enthousiasme sans limite pour le projet.

La version française de ce livre a été réalisée par André Verkaeren et Edgar Szoc, avec l'aide de Benoît Lechat et Guillaume Abgrall, tous chercheurs-associés à Etopia. Mes remerciements à tous.

Tim JACKSON
Avril 2010

Avant-propos

Lorsque Paul-Marie Boulanger, le président de l'Institut pour un Développement Durable a attiré notre attention – et nous l'en remercions chaleureusement – au début de l'été 2009 sur le rapport de la commission britannique dont est issu le présent ouvrage, nous avons immédiatement pensé qu'il était capital que le public francophone puisse en prendre connaissance. Car ce rapport, tout comme le livre qui le prolonge et l'amplifie, nous ont paru poser des jalons essentiels dans la définition d'un nouveau paradigme global pour nos sociétés. Les crises multiformes qui ont éclaté au grand jour à partir de 2008 montrent en tout cas qu'il est urgent de renouveler les catégories qui nous permettent de les comprendre.

En ce début d'année 2010, nous sentons tous plus ou moins clairement que les tentatives des gouvernements européens de relancer coûte que coûte la machine de la croissance ne sont pas à la hauteur du tournant que nous allons devoir négocier. La fin du XX^e siècle a été marquée par l'effritement du grand compromis fordiste basé sur l'intérêt commun au capital et au travail de croître indéfiniment. Après que sa remise en question néolibérale eut montré ses conséquences dévastatrices sur l'environnement et les personnes, le temps est venu de concevoir un nouveau modèle global de régulation. Nous devons en l'occurrence réorienter de fond en comble l'économie dans un sens non productiviste et la mettre au service d'une nouvelle définition de la prospérité, basée autant sur le respect des limites écologiques que sur une compréhension renouvelée du social.

Mais si les constats sur les impasses sont souvent très largement partagés, les pistes de sortie ne dépassent généralement pas les appels quelque peu incantatoires à la mobilisation générale. C'est en particulier sur ce point que l'apport de Tim Jackson peut nous aider à commencer à faire réellement la différence. Son mérite est en effet de dépasser le stade de la dénonciation des impostures de tout poil pour proposer une redéfinition globale de la richesse et des moyens de la mettre en œuvre.

L'économiste britannique nous aide autant à formuler les constats sur les impasses du modèle économique dominant qu'à montrer qu'un autre chemin est possible et désirable. Il constitue à cet égard une étape cruciale dans la diffusion auprès du grand public des thèses défendues par les tenants des *ecological economics* et des alternatives qu'ils proposent au courant néoclassique qui a contribué à mener notre économie là où elle se trouve.

Il nous faut en effet développer de nouveaux modèles économiques pour réorienter celle-ci vers sa complète décarbonisation, développer l'économie sociale, les biens publics et réduire le temps de travail, qui sont les principales pistes avancées par Jackson pour affronter le dilemme de la croissance et éviter une déstabilisation complète de nos sociétés. En mettant au centre de sa réflexion le concept de prospérité, Jackson a en tout cas le grand mérite de montrer que les choix radicaux que nous serons amenés à devoir poser ne seront pas nécessairement douloureux, et de mêler implacabilité du constat et optimisme des solutions.

Tout l'enjeu désormais est de s'en saisir pour animer le débat culturel, social et politique et entamer rapidement leur mise en œuvre.

Benoît LECHAT, responsable des publications
et Christophe DERENNE, directeur
Etopia

Préface à l'édition française de Patrick Viveret

La traduction française du livre *Prosperity Without Growth* est bienvenue dans le débat essentiel qui s'est instauré sur les stratégies de réponse à la crise. Ce livre est rédigé, ce qui lui donne du poids, par le très officiel commissaire à l'économie de la Commission du développement durable du Royaume-Uni, Tim Jackson, au terme d'un important travail collectif préparatoire auquel de nombreux experts et intellectuels ont contribué.

J'avais eu moi-même l'occasion d'aborder ces questions à l'occasion d'un rapport que j'avais présenté au gouvernement français en 2002 sous le titre « Reconsidérer la richesse ». Avec ce livre britannique, on peut constater que ce qui était encore il y a huit ans considéré, au mieux comme une approche anticipatrice, au pire comme une position marginale, commence désormais à s'imposer dans le débat public international sous le double effet de la crise écologique et financière. Ce ne sont plus les seules institutions les plus en pointe comme le Programme des Nations unies pour le développement, à l'origine des « indicateurs de développement humain », ou les courants « alternatifs » qui mettent en cause l'agrégat principal des comptabilités nationales connu sous le terme de PIB (produit intérieur brut). Au cours des trois dernières années, des institutions internationales comme la Banque mondiale et l'OCDE ont commencé à réviser en profondeur leur position sur les indicateurs de richesse. Plusieurs conférences internationales ont lancé le débat sur la question du décalage entre, d'une part, les enjeux écologiques et sociaux et, d'autre part, la description dominante de la richesse des nations. Le Parlement européen a organisé récemment une grande rencontre intitulée de manière significative « Beyond the GDP » (« Au-delà du PIB »).

Dernière évolution significative en date, l'acceptation par deux prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz et Amartya Sen, de conduire les travaux d'une commission internationale sur la question de nouveaux indicateurs de richesse à la demande du président de la République française.

Sans doute, cette dernière initiative montre à quel point cette question de la nature de la richesse des nations peut présenter des aspects contradictoires. Comme le note justement Dominique Meda dans la préface d'une réédition de son livre anticipateur *Qu'est ce que la richesse ?*¹, on peut se demander si le président français a une claire conscience de ce que la plupart des nouveaux indicateurs de richesse actuellement développés sur le plan international auraient pour effet de mettre davantage en évidence les effets de creusement des inégalités sociales de sa propre politique économique. Mais si contradiction il y a, elle est préférable à la dénégation des problèmes de représentation et de calcul de la richesse qui restait dominante il y a encore quelques années.

La situation écologique, sociale et financière qui structure désormais l'horizon planétaire n'autorise plus, sans conséquences aggravées, la position dénégatrice. C'est la même logique de démesure (ce que les Grecs nommaient l'ubris) qui est à l'origine de la crise écologique (dérèglement climatique et risques majeurs pour la biodiversité), de la crise sociale (dont la forme la plus dramatique s'exprime par la crise alimentaire) et de la crise financière. Et cette démesure s'est trouvée accentuée par une représentation et un mode de calcul de la richesse qui, en sous-évaluant gravement les biens écologiques et sociaux non marchands, a lancé le monde dans la course folle, d'abord du productivisme industriel oublieux des enjeux écologiques, puis d'une financiarisation largement excessive par rapport à l'économie réelle².

L'intérêt de l'ouvrage de Tim Jackson est de faire un pas supplémentaire en montrant qu'une hypothèse radicale est envisageable, celle d'une prospérité sans croissance.

Contrairement à d'autres approches, le livre montre en effet que ni la piste des innovations technologiques ni celle d'une croissance verte ne sont à la hauteur du défi climatique pour une raison majeure qui est rappelée : « La taille de l'économie mondiale est presque cinq fois supérieure à ce qu'elle était il y a un demi-siècle. Si elle continue à croître au même rythme, ce chiffre sera de 80 en 2100. » Les efforts déployés pour utiliser au mieux la technologie afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre seront vraisemblablement submergés par ce rythme rapide de croissance.

Si l'on veut éviter les pires effets du dérèglement du climat, il faut donc choisir une autre voie qui vise à dissocier la prospérité de la croissance. Le propos peut paraître provocant car la plupart des économistes font de la seconde une condition sine qua non de la première. Pourtant, rappelle le livre, si l'on se souvient que la prospérité signifie confiance dans l'avenir (*pro/spes*, *spes* signifiant espoir

1 Sous le titre *Au delà du PIB : pour une autre mesure de la richesse*, Paris, Flammarion, coll. « Champs. Actuel », 2008, (1^{re} édition en 1999).

2 Moins de 5 % des échanges quotidiens sur les marchés financiers correspondent à des biens et services réels : chiffres donnés par Bernard Lietaer l'un des anciens directeurs de la Banque centrale de Belgique lors de sa conférence à Lille le 29 novembre 2007 : « Mutation mondiale, crise et innovation monétaire » (La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2008).

en latin), il y a bel et bien une possibilité de prospérité sans être condamnés aux formes de plus en plus insoutenables de nos modes de croissance.

Les indices qui pondèrent le PIB pour mesurer le bien-être montrent ainsi clairement qu'il n'existe pas une corrélation automatique entre ce que l'on appelle de plus en plus « la satisfaction à vivre » et le niveau du PIB. Par exemple, l'Indicateur de progrès véritable (*Genuine progress indicator*) montre que, jusqu'aux années 1970, le bien-être des Américains augmentait avec le revenu. Mais, depuis lors, le sentiment de bien-être a baissé, bien que le PIB par habitant ait continué à augmenter.

Les comparaisons internationales des autres mesures du bien-être, comme l'espérance de vie et la réussite scolaire, donnent également des résultats similaires. L'augmentation du revenu n'améliore plus le bien-être après que le revenu par habitant ait atteint environ la moitié de ce qu'il est aux États-Unis aujourd'hui.

Dans les pays dits « développés » (mais en réalité en situation de sous-développement éthique et relationnel), nous sommes arrivés à un point où la croissance économique ne nous apporte que peu ou pas d'amélioration. Dans le même temps, elle menace de causer de grandes destructions avec l'augmentation du prix des ressources et le risque d'effondrement écologique.

Tim Jackson évoque notamment une très intéressante étude de Peter Victor, un économiste canadien qui a utilisé des modèles informatiques pour étudier la manière dont l'économie canadienne réagirait à un arrêt de la croissance. Les résultats se transforment de façon spectaculaire en modifiant les valeurs des variables macroéconomiques telles que le taux d'épargne, les taux d'investissement public et privé, et la durée de la semaine de travail. Dans l'un des modèles testés, la fin de la croissance entraîne l'instabilité économique, un chômage élevé et une augmentation de la pauvreté. Avec d'autres paramètres, la fin de la croissance apporte la stabilité économique, une réduction de moitié à la fois du chômage et du taux de pauvreté, et une réduction du ratio de la dette au PIB de 75 %. Ces différences dans ce deuxième scénario proviennent en partie d'un taux d'épargne plus élevé, d'un plus faible taux de l'investissement privé et d'un taux plus élevé de l'investissement public.

En outre, le chômage est évité... en réduisant à la fois le nombre total et le nombre moyen d'heures de travail. La réduction de la semaine de travail est la solution structurelle la plus simple et la plus souvent citée au problème du maintien du plein emploi, avec une stabilité du niveau de production. La fin de la croissance rendrait la vie plus facile en réduisant la quantité de travail que nous avons à fournir.

Tim Jackson insiste en permanence sur le fait qu'une double approche est requise pour mettre un terme à la croissance : en plus de ces changements économiques, il est nécessaire qu'aient lieu des changements sociaux remettant en cause la place accordée aux valeurs matérialistes. Il appelle au passage d'une économie qui vise à l'opulence ou à l'utilitarisme à une économie qui vise

à l'épanouissement humain. Il invite à penser à ce que la vie pourrait être dans une société où les gens ont un niveau de vie confortable et jouissent de temps libre en abondance pour développer leurs talents et leur humanité dans toute la mesure du possible.

Ce livre pose des jalons pour une économie où la croissance se stabilise sans entraîner d'explosion de la pauvreté et du chômage, en passant d'un système basé sur la croissance à une économie fondée sur l'acquisition de « capacités » d'épanouissement et singulièrement de la capacité à participer à la vie sociale. Par là, il nous invite à revoir notre conception de l'emploi.

Sur ce point, il me semble qu'une nouvelle approche de la richesse et donc de la notion d'activité est de nature à changer notre vision traditionnelle. Si on continue à traiter les problèmes dans les catégories classiques d'offres d'entreprise et d'adaptation en termes d'employabilité à ces offres d'entreprise, on ne pourra pas résoudre la question du chômage de masse. À l'échelle planétaire, le Brésil, la Chine et l'Inde ont à eux seuls la possibilité d'être à la fois, selon l'expression consacrée, la ferme, l'atelier et le bureau du monde. Si on couple cette idée avec les éléments de mutations technologiques qui font suite aux mutations agricoles, industrielles, informationnelles, et qui détiennent comme caractéristiques de réduire globalement le temps de travail humain qui est nécessaire pour certaines productions, si on continue à raisonner simplement à partir de la question des jobs, des emplois, du travail au sens classique, on va au-devant de problèmes encore beaucoup plus considérables que ceux que nous connaissons.

Il y a donc un moment où, là aussi, il faut changer de posture et partir de la question du métier – et non du travail – en lui redonnant son sens fort originel qui est celui du compagnonnage. Métier vient des mots latins *ministerium* (le ministère, le service) et *mysterium* (le mystère). Le métier est donc un ministère mystérieux qui renvoie à un projet de vie et non pas à la question classique : que faites-vous dans la vie ? Cela renvoie à la question, plus vertigineuse mais aussi plus passionnante : que faisons-nous de notre vie ? Métier se trouve sur le même registre sémantique que le mot vocation, profession (avant sa réduction techniciste). *Professare* : on ne professe que ce qui nous habite. Profession, métier, vocation sont sur le registre fondamental du projet de vie.

Ainsi, tout être humain a au moins deux métiers matriciels :

- Un métier de « chargé de projet » – du projet de sa propre vie – et cela ne va pas de soi que de prendre en charge sa propre vie. C'est dans l'intérêt de la société que le discernement sur ce qui fait projet(s) de vie soit effectué dans de bonnes conditions ; une personne qui n'arrive pas à prendre en charge sa propre vie, non seulement a tendance à se détruire elle-même mais les dégâts collatéraux qu'elle produit sur l'environnement social vont coûter très cher.
- Un métier de « chargé de savoirs », que les réseaux d'échanges réciproques ont mis en évidence. Toute personne, quelle que soit sa condition, est porteuse de savoirs. À partir du moment où elle le comprend, où elle arrête de croire qu'elle ne sait rien et que l'on crée des conditions telles que l'ayant compris

elle puisse les échanger, elle va se mettre à exercer des métiers qui sont en rapport avec du projet et du sens de vie.

C'est donc à partir de cette question du sens même de nos vies que la question du « droit au métier » plus que du droit au travail pourrait être repensée dans le cadre d'une approche renouvelée de la richesse et du bien-être. C'est d'ailleurs ce que dit fortement l'une des citations du livre, reprenant les propos de Ben Okri : « Nous devons réintroduire dans la société un sens plus profond des raisons d'être de l'existence. La tristesse qui règne dans tant de vies devrait nous apprendre que la réussite seule ne suffit pas. La réussite matérielle nous a apporté une étrange banqueroute spirituelle et morale. »

On le voit, la richesse même des débats qu'il suscite montre que ce livre aujourd'hui traduit en français constitue un pas décisif dans l'avancement des propositions concernant une stratégie écologiquement et socialement soutenable.

Patrick Viveret
Philosophe, animateur du Centre international
Pierre Mendès France

Préface de Herman E. Daly

L'axiome de base de la croissance, tel qu'il a été rigoureusement formulé par Kenneth Boulding, affirme que « lorsque quelque chose croît, il devient plus grand ! ». Lorsque l'économie croît, elle aussi devient plus grande. Et donc, cher économiste, lorsque l'économie croît, (a) qu'est-ce exactement qui devient plus grand ? b) à quel point ce quelque chose est-il actuellement grand ? c) à l'avenir à quel point pourrait-il être grand ? Et à quel point devrait-il être grand ? Étant donné que la croissance économique constitue la priorité absolue de toutes les nations, on pourrait s'attendre à ce que cette question bénéficie d'une très grande place dans tous les manuels d'économie. Mais en réalité, les questions (b), (c) et (d) n'y sont pas du tout posées et (a) n'y reçoit qu'une réponse insatisfaisante. Le mérite de *Prospérité sans croissance* est de contribuer de manière substantielle à combler ces lacunes. Au vu de la longue tradition de léthargie intellectuelle des économistes universitaires, il n'est sans doute pas tellement étonnant que le rapport qui a inspiré cet ouvrage soit le fruit d'une initiative gouvernementale.

Car qu'est-ce qui grandit exactement ? Il y a certes le PIB, le flux annuel de biens et de services mis sur le marché. Mais il y a également ce qu'on pourrait désigner sous le terme de « throughput » – c'est-à-dire le flux métabolique de matières et d'énergie qui part de sources environnementales, traverse le sous-système économique de la production et de la consommation et qui revient dans l'environnement sous la forme de déchets. Les économistes se sont focalisés sur le PIB et, jusqu'à tout récemment, ils ont négligé ce « throughput ». Or cette notion doit nous permettre de répondre à la question de savoir quelle est la taille de l'économie – et notamment quelle est la taille du flux métabolique de l'économie qui se rapporte aux cycles naturels qui régénèrent les ressources et absorbent les déchets tout en fournissant une infinité d'autres services naturels. La réponse est que le sous-système économique a acquis une taille réellement grande quand on le réfère à l'écosystème sur lequel il s'appuie. La question qui se pose dès lors est de savoir quelle taille l'économie peut atteindre à brève échéance avant

de submerger et de détruire l'écosystème. Et en l'occurrence, il semble que nous ayons décidé d'y répondre de manière empirique ! Quelle devrait être la taille de l'économie, quelle est sa taille optimale relativement à l'écosystème ? Si nous étions de vrais économistes, nous mettrions un terme à la croissance du « throughput » avant que les coûts sociaux et environnementaux qu'elle provoque ne dépassent les bénéfices qu'elle génère. Le PIB ne nous permet pas d'identifier ce point étant donné qu'il est basé sur une confusion entre les coûts et les bénéfices plutôt que sur une comparaison de leurs valeurs marginales. Il y a fort à parier que certains pays ont franchi cette échelle optimale et sont désormais entrés dans une ère de croissance non économique qui accumule plus rapidement ses impacts négatifs qu'elle n'ajoute de la richesse. Dès l'instant où la croissance devient non économique à la marge, elle commence à nous appauvrir au lieu de nous enrichir. C'est la raison pour laquelle on ne peut faire appel à elle pour combattre la pauvreté. Bien au contraire, elle rend plus difficile la lutte contre la pauvreté !

Souvent, on objecte que la richesse peut continuer à grandir sans que la croissance du « throughput » ne se poursuive et sans induire ni pollution, ni épuisement des ressources. Ce livre remet très bien en question cette illusion en insistant sur la distinction entre le découplage relatif et le découplage absolu. Mais à supposer que, contrairement à ce qu'enseigne l'expérience, la technologie rende possible ce découplage absolu entre le PIB et l'impact sur l'environnement, est-ce que cela doit pour autant nous dispenser de limiter le « throughput » dans la mesure où il ne serait plus nécessaire à la production de richesse, mais resterait assurément coûteux sur le plan environnemental ? Sauver l'économie de la croissance en appelant à « angéliser » le PIB, c'est implicitement se rendre à la cause dont Jackson a fait le procès de manière tellement convaincante.

Mais permettez-moi de m'arrêter ici – mon intention était uniquement d'exciter l'appétit du lecteur pour cette importante étude, pas de la résumer !

*Professeur Herman E. Daly
University of Maryland, School of Public Policy*

Préface de Mary Robinson

Le 10 décembre 2008, le monde a célébré le soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH). Forcée dans le sillage de deux guerres mondiales et de l'Holocauste, cette première déclaration internationale de l'égalité de tous les êtres humains et de leur inhérente dignité demeure l'une des réalisations les plus prospectives de l'histoire humaine. Au cours des six dernières décennies, la DUDH a été source d'inspiration pour des millions de personnes de par le monde dans la lutte pour l'égalité et la justice, et a fourni un critère d'évaluation partagé pour mesurer les progrès des nations.

Les droits proclamés dans la DUDH demeurent malheureusement trop souvent foulés au pied dans de trop nombreux pays. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne les droits économiques et sociaux. En dépit de succès notables, le monde d'aujourd'hui reste durement contrasté. En ces temps de prospérité sans équivalent pour quelques-uns, 54 pays sont plus pauvres qu'ils ne l'étaient voici une décennie. De par le monde, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté chronique et l'insécurité quotidienne n'a pas changé depuis plus de dix ans – et ces maux affligent femmes et enfants de manière disproportionnée.

Le plus extraordinaire, peut-être, est que six décennies de croissance économique – et une économie mondiale pesant désormais cinq fois plus qu'en 1948 – n'ont pas entraîné d'amélioration équivalente en matière de satisfaction des droits humains fondamentaux d'accès à une nourriture adéquate, aux soins de santé, à l'éducation ou à un emploi décent. Et pour certain(e)s, la situation a même empiré.

Dans un monde de près de 6,7 milliards d'habitants, il en demeure 4 milliards qui vivent sans ces droits fondamentaux. Au milieu du siècle, lorsque la population mondiale aura atteint les 9 milliards estimés, ce seront encore bien plus d'êtres humains qui vivront dans la pauvreté si la distribution planétaire de la richesse demeure à ce point asymétrique.

Au fil de ce livre provocant et qui tombe à point nommé, Tim Jackson interroge la signification de la prospérité dans un tel monde, et l'idée selon laquelle la croissance économique constituerait l'unique voie d'accès à cette prospérité. Personne ne nie que le développement économique est essentiel à l'amélioration de la satisfaction des besoins de base dans les pays les plus pauvres mais la contribution fondamentale de Jackson consiste à remettre en question le préjugé qui voudrait que la croissance continue de la consommation, sans égard aux questions d'équité et de soutenabilité, puisse vraiment assurer la prospérité de chacun. La question au cœur de ce livre est essentiellement une question de justice sociale.

Jackson nous invite à regarder au-delà des conceptions habituelles du progrès social, et à affronter les défis économiques du futur. Certains de ces défis sont déjà anciens : comment assurer le droit de chacun à un niveau de vie décent, au logement, à la santé, à la nourriture, l'emploi, la vie de famille et la sécurité économique ? D'autres sont moins familiers mais tout aussi urgents. Les dangers du changement climatique, de la déforestation accélérée, des pénuries à venir en eau, nourriture et énergie constituent autant de menaces urgentes pour l'existence des êtres humains partout sur la planète. Ce seront inévitablement les pauvres et les personnes les plus vulnérables qui en souffriront le plus.

Que peut bien signifier la prospérité dans un monde de 9 milliards d'habitants vivant sous la menace du changement climatique et de la pénurie des ressources ? Une chose est absolument claire : ça ne peut pas signifier « business as usual ». Ça ne peut pas signifier « un peu plus de la même chose ». Même si la crise économique mondiale actuelle devait « s'en aller », l'idée que nos systèmes et nos politiques économiques du jour puissent résoudre les problèmes de demain ne paraît pas crédible.

Les droits de l'homme et la prospérité sont intimement liés. La DUDH demeure un programme fondamental pour une prospérité qui ait du sens. Une économie nouvelle et adaptée à cet objectif constitue un ingrédient indispensable à la réalisation de cette promesse. J'ai l'espoir que les idées importantes que ce livre recèle contribueront à cette tâche.

Mary Robinson
Présidente de Realizing Rights : The Ethical Globalization Initiative
Haut-Commissaire de l'ONU aux Droits de l'Homme (1997-2002)
Présidente irlandaise (1990-1997)

La prospérité perdue

Je pense que nous tous ici présents sommes prêts à reconnaître que nous avons perdu ce sens de la prospérité partagée.

Barack Obama, le 27 mars 2008¹

La prospérité, c'est quand les choses vont bien pour nous, en conformité avec nos espoirs et nos attentes². « Comment ça va ? », nous demandons-nous mutuellement. « Tout va bien ? » Ces échanges du quotidien communiquent plus que de simples salutations. Ils révèlent une fascination mutuelle à l'égard de notre bien-être réciproque. Vouloir que les choses aillent bien est une préoccupation partagée par tous les êtres humains.

Il est sous-entendu que ce sentiment du « tout va bien » comporte une certaine notion de continuité. Nous ne sommes pas enclins à penser que notre vie se déroule bien si nous nous attendons fermement à ce que le monde s'écroule demain. « Super, je vais vraiment bien, merci. Je remets mon dépôt de bilan demain. » Une telle réponse n'aurait aucun sens. Nous avons une tendance naturelle à nous soucier de l'avenir.

Nous avons aussi le sentiment que la prospérité au niveau individuel est restreinte si une catastrophe touche l'ensemble de la société. Que les choses aillent bien pour nous n'offre que peu de réconfort si notre famille, nos amis et la communauté dans laquelle nous vivons se trouvent dans une situation désespérée. Ma prospérité et celle de ceux qui m'entourent sont entrelacées. Parfois inextricablement.

1 Citation tirée d'un discours prononcé à Cooper Union, New York, le 27 mars 2008, en ligne sur www.barackobama.com/2008/03/27/remarks_of_senator_barack_obam_54.php. Consultation le 17 juillet 2009.

2 Du latin *pro-* (conformément à) et *spes* (espoir, attente).

Au sens large, ce souci pour autrui se traduit dans une vision du progrès humain. La prospérité touche à l'élimination de la faim et du fait que des gens se retrouvent sans abri. Elle évoque la fin de la pauvreté et de l'injustice, l'espoir d'un monde sûr et pacifique. Cette vision a son importance non seulement pour des raisons altruistes mais souvent aussi parce qu'elle nous conforte dans l'idée que nos vies ont un sens.

La possibilité du progrès social entraîne avec elle l'idée réconfortante que les choses s'améliorent globalement – et ne s'aggravent pas – non pas forcément pour nous mais au moins pour ceux qui nous suivront. Une société meilleure pour nos enfants. Un monde plus juste. Un lieu où les plus défavorisés s'épanouiront un jour. Si je ne puis croire cette perspective possible, alors que puis-je croire ? Quel sens puis-je donner à ma propre vie ?

En ce sens, la prospérité est une vision partagée. Ses échos habitent nos rituels quotidiens. Les réflexions que nous y consacrons justifient le monde politique et social. Les espoirs qu'elle entraîne sont au cœur de nos vies.

Fort bien. Mais comment atteindre cette perspective ? À défaut de moyens réalistes permettant de transformer l'espoir en réalité, la prospérité demeure une illusion. L'existence d'un mécanisme crédible et solide pour atteindre la prospérité est essentielle. Il n'est pas uniquement question ici des mécanismes de la réussite matérielle. La légitimité des moyens de vivre bien est l'un des éléments qui assurent la cohérence de la société dans son ensemble. Quand il n'y a plus d'espoir, le sens collectif s'éteint. La moralité elle-même est menacée. Disposer du bon mécanisme est donc vital.

L'un des messages principaux de ce livre est que nous n'y parvenons pas. Nos technologies, notre économie et nos aspirations sociales sont toutes en porte-à-faux avec une quelconque expression effective de la prospérité. La vision du progrès social qui nous meut – fondée sur l'expansion permanente de nos désirs matériels – est fondamentalement intenable. Cet échec ne tient pas à notre incapacité pure et simple d'atteindre des idéaux utopiques. Il est beaucoup plus fondamental. En recherchant la bonne vie aujourd'hui, nous érodons systématiquement la base du bien-être de demain. Nous nous trouvons en danger réel de perdre toute perspective de prospérité partagée et durable.

Ce livre ne veut cependant pas vitupérer contre les échecs de la modernité. Ou se lamenter sur le caractère inévitable de la condition humaine. Sans aucun doute, il existe plusieurs contraintes immuables qui pèsent sur nos perspectives de prospérité sur le long terme. L'existence de limites écologiques aux activités humaines pourrait être l'une d'entre elles, ainsi que certains aspects de la nature humaine. La prise en compte de ces contraintes constitue un élément central dans l'esprit de notre travail.

L'objectif principal de ce livre consiste à rechercher des réponses viables au principal dilemme de notre temps : réconcilier notre aspiration à la vie bonne avec les contraintes d'une planète finie. L'analyse présentée dans les pages qui suivent se concentre sur la définition d'une vision crédible de ce que

signifie l'épanouissement d'une société humaine dans le contexte des limites écologiques.

La prospérité comme croissance

Au cœur de ce livre réside une question très simple. À quoi peut ressembler la prospérité dans un monde fini, dont les ressources sont limitées et dont la population devrait dépasser neuf milliards de personnes d'ici quelques décennies³ ? Disposons-nous d'une vision acceptable de la prospérité pour un tel monde ? Cette vision est-elle crédible compte tenu des éléments de preuves à notre disposition concernant les limites écologiques ? Comment allons-nous nous y prendre pour transformer cette vision en réalité ?

La réponse la plus commune à ces questions consiste à exprimer la prospérité en termes économiques et à recommander une croissance économique permanente pour l'atteindre. Des revenus plus élevés entraînent plus de choix, des vies plus confortables, une qualité de vie améliorée pour ceux qui en profitent. Voilà du moins ce qu'en dit le sens commun.

Cette formule est estampillée (presque littéralement) sous la forme d'une augmentation du produit intérieur brut (PIB) par tête. Le PIB, au sens large, est une mesure de « l'activité économique » dans une nation ou une région⁴. Comme nous le verrons plus loin, nous avons de bonnes raisons de remettre en question la pertinence d'une mesure aussi rudimentaire. Disons qu'à ce stade, elle reflète convenablement ce que l'on entend par revenus en augmentation. Un PIB par tête plus élevé équivaut alors, dans cet ordre d'idées, à une prospérité en augmentation⁵.

C'est d'ailleurs probablement la raison pour laquelle la croissance du PIB a été l'objectif primordial recherché par l'action politique partout dans le monde pendant le plus clair du siècle dernier. De toute évidence, cette stratégie relève d'une logique qui a de quoi séduire les pays les plus pauvres de la planète. Toute approche sensée de la prospérité doit assurément s'attaquer à la situation critique

3 La projection moyenne de la population mondiale établie selon les dernières estimations du Département des Affaires économiques et sociales des Nations unies table sur 9,2 milliards de personnes d'ici 2050 (ONU 2007). La projection basse évoque 7,8 milliards, la projection haute, 10,8 milliards.

4 Comme nous l'évoquons au chapitre 6, le PIB constitue en substance une identité comptable fournissant une mesure brute de « l'activité économique » dans une région. Il peut être pensé simultanément comme un élément mesurant la somme de la totalité de la production économique (valeur ajoutée brute), la somme de la totalité des revenus (salaires, dividendes et bénéfices) et la somme de la totalité des dépenses (consommation et investissement).

5 Il est utile de rappeler qu'un PIB en augmentation ne donnera lieu à une augmentation des revenus (PIB par tête) qu'à condition que l'économie croisse plus rapidement que la population. En effet, une population en augmentation peut, en soi, être considérée comme un moteur de la croissance économique. Si la population augmente mais que le PIB reste constant, les niveaux de revenus baisseront. Dans cette optique, le PIB doit croître au moins aussi rapidement que la population, ne fut-ce que pour conserver le niveau de vie de la population.

du milliard d'habitants qui vit avec moins d'un dollar US par jour – la moitié du prix d'un petit cappuccino vendu par les enseignes horeca du monde riche⁶.

En revanche, cette logique tient-elle vraiment dans les pays plus riches, où les besoins de subsistance sont largement rencontrés et où la prolifération des biens de consommation n'ajoute plus grand-chose au confort matériel et peut même entraver le bien-être social ? Comment se fait-il que nous avons encore envie de plus alors que nous avons déjà tellement ? Ne vaudrait-il pas mieux arrêter la poursuite permanente de la croissance dans les économies plus avancées et se concentrer plutôt sur le partage plus équitable des ressources disponibles ?

Dans un monde disposant de ressources limitées, contraint par des limites environnementales évidentes, toujours caractérisé par des « îlots de richesses » perdus au beau milieu d'océans de pauvreté⁷, est-il légitime que l'augmentation permanente des revenus des « déjà-riches » constitue le centre de gravité de nos espoirs et de nos attentes, et cela en permanence ? Existe-t-il une autre voie conduisant vers une forme de prospérité plus durable, plus équitable ?

Nous reviendrons à de multiples reprises sur ces questions et nous tenterons d'y répondre à partir d'un large éventail de perspectives différentes. Mais cela vaut la peine de préciser ici que, pour de nombreux économistes, l'idée d'atteindre la prospérité sans la croissance relève de l'hérésie la plus totale. La croissance est tellement prise pour acquise que des volumes entiers ont été consacrés à ses fondements, à ceux qui peuvent le mieux la générer, et à ce qu'il faut faire lorsqu'elle disparaît. Beaucoup moins a été écrit sur les raisons que nous aurions de la vouloir.

Mais, la quête inlassable du « plus » qui se tapit dans la notion classique de la prospérité peut pourtant se prévaloir de certaines bases intellectuelles. Le raisonnement – pour résumer – est le suivant. Le PIB tient compte de la valeur économique des biens et des services échangés sur le marché. Si nous dépensons notre argent pour nous procurer de plus en plus de produits, c'est parce que nous leur accordons une certaine valeur. Et nous ne leur accorderions pas cette valeur s'ils n'amélioraient pas notre vie. Voilà pourquoi l'élévation permanente du PIB par tête constitue un raisonnable succédané de l'augmentation de la prospérité.

Cette conclusion est étrange, précisément parce que la prospérité n'est pas forcément synonyme de revenu ou de richesse. L'augmentation de la prospérité n'est pas la même chose que la croissance économique. Plus ne signifie pas nécessairement mieux. Il n'y a guère longtemps, la prospérité n'était pas considérée uniquement au travers du prisme financier ; elle désignait tout simplement le contraire de l'adversité ou de la détresse⁸. Le concept de prospérité économique – et la limitation de l'augmentation de la prospérité à la croissance économique

6 PNUD 2005.

7 Cette phrase évocatrice vient de l'écologiste indien Madhav Gadgil (Gadgil et Guha 1995).

8 « Sois modéré dans la prospérité, prudent dans l'adversité », conseillait Périandre, le tyran de Corinthe en 600 av. J.-C. ; « La prospérité met les fortunés à l'épreuve ; l'adversité, les grands », affirmait Rose Kennedy, mère de JFK et de RFK.

– est une construction moderne. C’est une construction qui essuie désormais de nombreuses critiques.

Parmi les charges qui pèsent sur la croissance, il y a notamment le fait qu’elle n’a délivré ses avantages qu’inégalement, au mieux. Un cinquième de la population mondiale gagne à peine deux pour cent des revenus mondiaux. Par contre, les vingt pour cent les plus riches accaparent 74 pour cent des revenus. Des disparités gigantesques – des différences bien réelles en termes de prospérité, quelles que soient les normes utilisées – séparent les riches des pauvres. Ces disparités sont inacceptables d’un point de vue humanitaire. Elles génèrent en outre des tensions sociales croissantes : l’écho des dures épreuves traversées par les couches les plus défavorisées résonne dans l’ensemble de la société⁹.

Même dans les économies avancées, les inégalités sont plus élevées qu’il y a vingt ans. Pendant que les riches se sont enrichis, les revenus des classes moyennes occidentales sont entrés en stagnation en termes réels bien avant la récession. Loin d’élever le niveau de vie de ceux qui en ont le plus besoin, la croissance a délaissé une grande partie de la population mondiale durant les cinquante dernières années. Les richesses n’ont ruisselé que vers les privilégiés.

L’équité (ou l’inéquité) n’est que l’une des raisons de remettre en question la formule conventionnelle de la prospérité. Une autre réside dans le fait, de plus en plus avéré, qu’au-delà d’un certain point, la recherche permanente de la croissance économique ne semble plus favoriser le bonheur humain et peut même l’empêcher. Des discussions sur la « régression sociale » qui gagne les économies avancées ont accompagné la réussite économique relative de la dernière décennie¹⁰.

Enfin, et c’est peut-être la raison la plus évidente, toute vision crédible de la prospérité se doit de se mesurer à la question des limites. C’est particulièrement vrai si cette vision est fondée sur la croissance. Comment – et pour combien de temps – la croissance est-elle possible sans s’opposer aux limites écologiques d’une planète finie ?

La question des limites

Les inquiétudes relatives aux limites sont immémoriales. Mais il est possible de distinguer trois phases distinctes dans leur histoire récente. À la fin du XVIII^e siècle, le pasteur Thomas Robert Malthus soulève cette question dans son *Essai sur le principe de population*, dont l’influence allait être considérable. Dans les années 1970, le Club de Rome y revient sous une forme différente dans son rapport consacré aux *Limites de la croissance*. Quant à la troisième phase, nous

9 Sur les inégalités de revenus dans les pays développés, voir OCDE 2008 ; sur les disparités mondiales, voir PNUD 2005. Sur les effets des inégalités de revenus, voir Marmot 2005, Wilkinson 2005, Marmot et Wilkinson 2006, Wilkinson et Pickett 2009.

10 Voir par exemple : Layard 2005, nef 2006, Haidt 2007, Norman et autres 2007, Abdallah et autres 2008. Sur la « récession sociale », voir Rutherford 2008. Sur le bien-être et les inégalités, voir Jackson 2008a.

y sommes actuellement : les inquiétudes soulevées par le changement climatique ainsi que par le « pic pétrolier »¹¹ se disputent l'attention sur fond de craintes d'un effondrement économique.

Réveiller le spectre de Malthus est bien entendu dangereux. Il est vertement condamné pour toutes sortes de raisons. Certaines d'entre elles – comme sa vision désapprobatrice de la pauvreté et son opposition féroce aux lois sur les pauvres – sont assez pertinentes. Après tout, c'est Malthus qui a donné à l'économie sa réputation de « science lugubre ». Alors autant affirmer sans ambages que Malthus avait tort. Tout du moins pour ce qui concerne les détails de ses affirmations¹².

Pour résumer à l'extrême, son argument posait que la croissance de la population est toujours plus rapide que la croissance des ressources disponibles pour nourrir et abriter la population. Donc, tôt ou tard, la population se multiplie au-delà des « moyens de subsistance » et certaines personnes – les plus pauvres, forcément – en souffrent.

Avoir échoué à voir (et avoir même défendu) les inégalités structurelles qui maintenaient certaines personnes prisonnières de la pauvreté est l'un des échecs de Malthus. Mais il avait aussi tort sur le plan des mathématiques. La population mondiale est aujourd'hui six fois plus nombreuse qu'à l'époque de Malthus. Et ce, notamment parce que les moyens de subsistance se sont accrus beaucoup plus vite que ne l'a fait la population – de façon complètement opposée à l'hypothèse de départ de Malthus. L'économie mondiale est aujourd'hui 68 fois plus grande qu'en 1800¹³.

Il a complètement manqué les implications à long terme des changements technologiques massifs qui avaient déjà lieu à son époque. Il n'aurait pas non plus pu prévoir qu'avec le développement, l'accroissement de la population viendrait à ralentir considérablement. Aujourd'hui, l'accroissement des richesses est davantage responsable de l'augmentation des flux de ressources que l'augmentation de la population¹⁴. Les moyens de subsistance ont plus que suivi la propension des populations à se reproduire, grâce surtout à la disponibilité de combustibles fossiles bon marché. Et pourtant, il n'est pas impossible que l'augmentation massive de l'utilisation des ressources – corollaire d'une économie mondiale environ 70 fois plus grande que celle de son époque – ait quand même incité le pasteur Malthus à la réflexion. Comment de telles augmentations pourraient-elles se poursuivre ?

Telle était la question posée par un groupe de scientifiques à qui le Club de Rome, dans les années 1970, avait demandé d'examiner le sujet des limites

11 Le pic pétrolier est l'expression utilisée pour désigner le moment auquel la production mondiale de pétrole atteint un sommet avant d'entrer dans sa phase terminale de déclin.

12 Pour un examen plus exhaustif de l'essai de Malthus et de sa pertinence en termes de développement durable, voir Jackson 2002, 2003 et leurs références.

13 Maddison 2008.

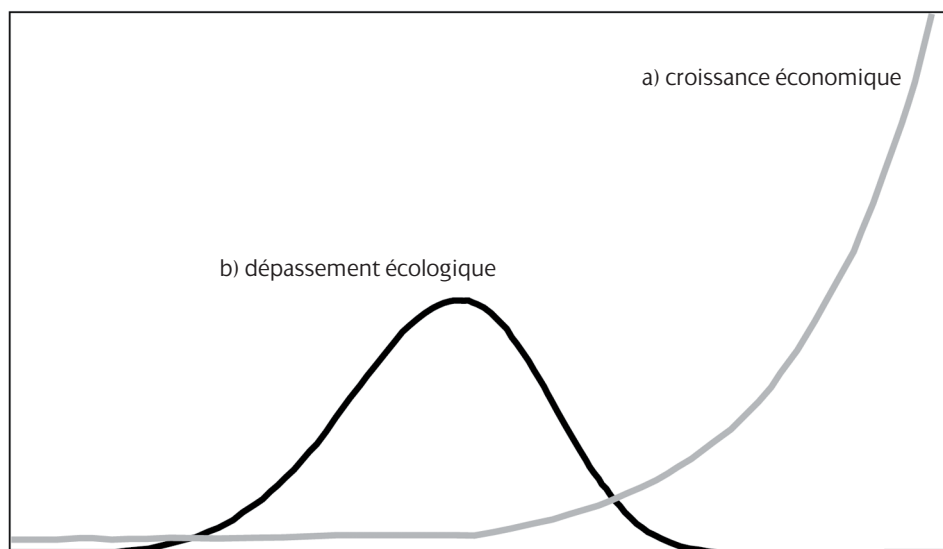
14 Voir chapitre 5 pour plus de détails.

écologiques. Donnella et Dennis Meadows ainsi que leurs collègues ont examiné la croissance exponentielle de l'utilisation des ressources, de la population et de l'activité économique depuis la révolution industrielle et se sont posé une question très simple : comment ces types de courbes (figure 1.1(a)) pourraient-elles se prolonger de la façon dont les projections économiques conventionnelles supposaient qu'elles le feraient ?

Ils savaient que les écosystèmes naturels obéissent à des types de courbes très différentes (figure 1.1(b)). Se pourrait-il que les avancées massives du progrès humain ne soient après tout rien d'autre que la forte croissance initiale associée au côté gauche d'une courbe en cloche ? Et qu'inévitablement, comme n'importe quel autre écosystème qui passe outre ses ressources disponibles, nous allions droit vers l'effondrement ?

Les Meadows ont soutenu que la rareté des ressources entraînerait une augmentation des prix et briderait les possibilités de croissance future. Finalement, si les flux de matières ne pouvaient être réduits, les ressources disponibles elles-mêmes finiraient par s'effondrer, et avec elles, le potentiel nécessaire à la poursuite de l'activité économique – du moins à l'échelle anticipée par les optimistes.

Figure 1.1 – Courbes de croissance des systèmes économique et écologique



Source : auteur

Collectant autant de données qu'ils pouvaient en trouver sur les taux d'extraction des ressources et sur les réserves disponibles, ils se sont donné pour tâche de déterminer quand surviendraient les différents moments décisifs – les moments à partir desquels la rareté réelle commencerait à se faire durement sentir.

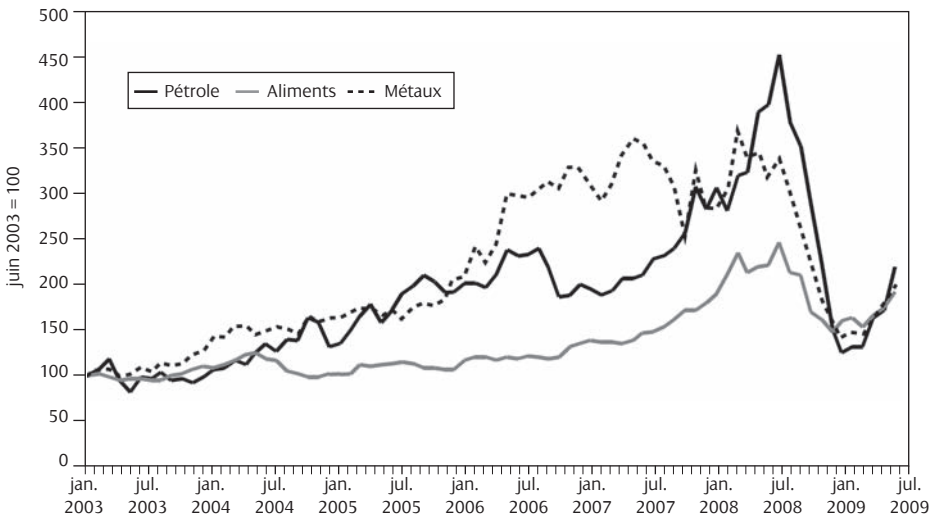
Bien qu'ils aient écrit à une période où les données concernant les ressources naturelles étaient encore plus rares qu'aujourd'hui, leurs prédictions se

sont avérées remarquablement exactes. « Les limites de la croissance » prévoyaient des raretés significatives de ressources au cours des premières décennies du XXI^e siècle en cas d'inaction pour limiter la consommation matérielle. Dès les premières années du nouveau millénaire, la perspective de la rareté se profilait¹⁵.

Point d'importance majeure, le débat sur le pic pétrolier donnait déjà lieu aux plus vives polémiques en l'an 2000. Les défenseurs de la théorie du pic soutenaient que le pic de la production pétrolière n'était plus distant que de quelques années, et qu'il était peut-être déjà là. Leurs opposants faisaient référence aux réserves massives contenues dans les sables et les schistes bitumineux. Extraire le pétrole de ces matières serait peut-être coûteux et dommageable pour l'environnement, mais la rareté absolue était encore bien loin, soutenaient les optimistes.

Entre-temps, le prix du pétrole a augmenté de manière régulière. Les soubresauts des prix pétroliers avaient déjà montré qu'ils peuvent déstabiliser l'économie mondiale et mettre en péril les sécurités les plus fondamentales. En juillet 2008, les prix pétroliers ont atteint \$ 147 le baril (figure 1.2). Bien qu'ils aient lourdement chuté dans les mois qui ont suivi, la menace du pic pétrolier n'a pas disparu. La tendance à la hausse avait réapparu dès le début de l'année 2009.

Figure 1.2 – Prix mondiaux des matières premières : janvier 2003 – février 2009¹⁶



Source : données extraites par l'auteur des données de la note 17.

¹⁵ Meadows et autres 1972 ; Meadows et autres 2004.

¹⁶ Ces données statistiques sont tirées de l'indice des prix des matières premières exprimé en dollars de *The Economist* (extraites sur www.economist.com).

Même l'Agence internationale de l'énergie (AIE) suggère désormais que le « pic » pourrait survenir dès 2020. D'autres commentateurs estiment qu'il pourrait même arriver plus tôt. Le pétrole ne disparaîtra pas au-delà de ce pic. Mais il sera plus rare et son extraction, plus coûteuse. En tout état de cause, l'ère du pétrole bon marché sera terminée et, par voie de conséquence, les raisonnements économiques en matière d'énergie s'en trouveront irrémédiablement altérés¹⁷.

Le pétrole n'est pas la seule matière première qui posera des problèmes de rareté dans les décennies à venir. Les prix alimentaires ont aussi fortement augmenté durant l'année précédant juillet 2008, déclenchant des émeutes dans les rues de certains pays. Au-delà de cette pointe, la tendance sous-jacente semble être redevenue haussière (figure 1.2). Les terres productives, comme Malthus en était lui-même conscient, constituent la ressource ultime en matière de subsistance élémentaire. Les conflits relatifs à l'utilisation des sols, en particulier pour produire des agrocarburants, ont certainement été l'un des facteurs à l'origine de la hausse des prix observée tout au long de l'année 2008. Personne n'imagine que ces conflits puissent s'apaiser avec le temps.

La tendance des prix des minéraux est à la hausse également, ce qui n'a rien de surprenant. La demande croît et, même au taux d'extraction actuel, le délai d'épuisement d'un certain nombre de minéraux essentiels se compte en décennies plutôt qu'en siècles. Comme les taux d'extraction augmentent, l'horizon de la rareté se rapproche encore.

Si le monde consommait les ressources à un taux seulement moitié moins élevé que ne le font les États-Unis, par exemple, le cuivre, l'étain, l'argent, le chrome, le zinc et un certain nombre d'autres « minéraux stratégiques » seraient épuisés en moins de quatre décennies. Si tout le monde consommait au même taux que ne le font les Américains aujourd'hui, cet horizon temporel serait de moins de vingt ans. Certains métaux terreux rares seront épuisés dans une décennie, même aux taux de consommation actuels¹⁸.

Toutes sortes de facteurs ont joué durant la « bulle » des prix des matières premières en 2008. Certains d'entre eux tenaient seulement à des facteurs politiques à court terme. Tout le monde s'accorde à dire qu'il est difficile de tirer des conclusions sur la rareté réelle à partir des fluctuations de prix à court terme, un fait dont s'emparent les optimistes pour minimiser la question de la rareté des ressources. Mais il est tout aussi inquiétant que les prix des matières premières soient simplement trop volatiles pour offrir des informations fiables sur l'immi-

17 Le groupe du G20 a mis en garde contre la menace que fait peser l'augmentation des prix pétroliers sur la stabilité économique mondiale dès 2005 (www.independent.co.uk/news/business/news/g20-warns-of-oil-pricethreat-to-global-economic-stability-511293.html). C'est en juillet 2008 que les craintes ont été les plus vives, lorsque les prix pétroliers ont atteint 147 USD le baril. Même si ceux-ci ont lourdement chuté au cours des mois suivants, la gravité du problème sur le long terme est largement reconnue. Voir par exemple les *Perspectives énergétiques mondiales* de l'AIE (AIE 2008) et le rapport de l'*Industry Taskforce on Peak Oil and Energy Security* (ITPOES 2008).

18 Sur les réserves de minerais et sur les taux d'extraction, voir Turner et autres 2007, en particulier les graphiques 1-3. Voir aussi Cohen 2007.

nence de la rareté. La menace de la rareté a suffi à faire exploser leur prix. Mais les prix des ressources ont aussi montré leur tendance à l'effondrement en présence d'une récession. À travers tant les pics que les creux, les ressources physiques sous-jacentes se sont inexorablement rapprochées de l'épuisement. Le marché est simplement trop obsédé par lui-même pour s'en rendre compte.

Comme me l'a dit un économiste au beau milieu de la crise du crédit, « nous n'avons pas eu la récession que de nombreux économistes, les yeux fixés sur la bulle des matières premières, pensaient que nous aurions, celle causée par le niveau élevé des prix des ressources ». Mais une chose est sûre : cette récession-là arrivera. Tôt ou tard. Et quand elle sera là, l'impact sur les prix ne sera pas moins violent qu'en 2008. Son impact sur l'économie sera dévastateur.

Cette troisième phase du débat sur les limites diffère des deux autres. La rareté des ressources – le problème des « sources » dans le langage des économistes écologistes – ne recouvre qu'une partie des préoccupations. Le débat se nourrit plus fortement encore du problème des « puits » – la capacité de la planète à « assimiler » les impacts environnementaux de l'activité économique. « Avant même de nous trouver à court de pétrole », explique l'environnementaliste Bill McKibben, « nous pourrions nous retrouver à court de planète »¹⁹.

Le changement climatique est l'un de ces problèmes de puits. Il est causé par l'accumulation de gaz à effet de serre dans l'atmosphère – accélérée par les activités humaines, en particulier la combustion des combustibles fossiles. La capacité du climat d'assimiler ces émissions sans encourir de changement climatique « dangereux » s'épuise rapidement.

Le climatologue James Hansen et quelques autres, à la fin des années 1980, ont attiré l'attention du monde sur le changement climatique qui est inexorablement remonté dans l'agenda politique au cours des deux dernières décennies. Le très influent rapport Stern lui a conféré une visibilité massive dès sa parution en 2006. Ancien économiste de la Banque mondiale, Nicholas Stern a été chargé de conduire une étude des répercussions économiques du changement climatique pour le Trésor britannique. Ce rapport a conclu qu'un léger impact précoce sur le PIB (peut-être pas plus d'un pour cent du PIB) nous permettrait d'éviter un impact beaucoup plus dur ultérieurement (pouvant atteindre vingt pour cent du PIB)²⁰.

Il est significatif qu'il ait fallu un économiste désigné par un Trésor public pour alerter le monde de certaines choses que les climatologues – plus particulièrement le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) – disaient depuis des années. Voilà qui atteste en partie du pouvoir des économistes

19 McKibben 2007, p. 18. Concernant les sources relatives aux « puits », voir par exemple Common et Stagl 2006, Pearce et Turner 1990, Turner et autres 2007.

20 Stern 2007, p. xv. La conclusion souvent reprise est que « si nous n'agissons pas, les coûts globaux et les risques liés au changement climatique équivaldront à perdre au moins 5 % [et peut-être jusqu'à 20 %] du PIB mondial chaque année, maintenant et à tout jamais ». En revanche, le rapport suggérerait que « les coûts de l'action peuvent se limiter à environ 1 % du PIB annuel ». Nous reviendrons sur cette conclusion au chapitre 5.

sur le monde des politiques. Mais l'impact du rapport Stern était également dû à la nature séduisante de son message. Le changement climatique peut être réparé, disait-il, et nous ne remarquerons qu'à peine la différence. La croissance économique peut se poursuivre plus ou moins normalement.

Nous aurons l'occasion d'examiner ce message d'un peu plus près dans les pages qui suivent. L'histoire de la politique climatique doit certainement nous garder de croire que les choses seront aussi simples. Le protocole de Kyoto engageait les économies avancées à des réductions de leurs émissions de gaz à effet de serre équivalentes à cinq pour cent par rapport au niveau de 1990, et cela pour 2010. Mais les choses n'ont pas si bien tourné. Globalement, les émissions ont augmenté de quarante pour cent depuis 1990.

Entre-temps, la science elle-même a avancé. Le rapport Stern se fixait comme cible la stabilisation des émissions de carbone dans l'atmosphère à 550 parties par million (ppm)²¹. La plupart des scientifiques – et Stern lui-même – acceptent désormais que cette cible n'empêchera pas un changement climatique anthropique dangereux. Le quatrième rapport d'évaluation du GIEC soutient qu'il sera nécessaire de respecter un objectif à 450 ppm pour limiter le changement climatique à une augmentation moyenne des températures mondiales de 2 °C²². Atteindre une telle cible pourrait demander une réduction des émissions mondiales allant jusqu'à 85 pour cent par rapport à leur niveau de 1990 d'ici à 2050²³.

Deux articles publiés dans la revue *Nature* en avril 2009 remettent même cette conclusion en question. Les auteurs soutiennent que ce qui compte est le budget total de gaz à effet de serre que nous nous permettrons d'ici 2050. Les concentrations atmosphériques mondiales s'élèvent déjà à 435 ppm. Si nous voulons avoir 75 pour cent de chances de rester en deçà des 2° C, l'économie mondiale ne pourra se permettre d'émettre qu'un total de mille milliards de tonnes de dioxyde de carbone (CO₂) entre l'an 2000 et l'an 2050. Ils montrent surtout que nous avons déjà consommé un tiers de ce budget en 2008. Ne pas dépasser ce budget sera encore plus exigeant que ne le suggèrent les scénarios actuels de stabilisation à 450 ppm²⁴.

21 Au sens strict, cet objectif devrait être exprimé sous cette forme : 550 ppm CO₂e (équivalent dioxyde de carbone). Le changement climatique est causé par différents gaz à effet de serre, dont le dioxyde de carbone, le méthane, l'oxyde de diazote et divers autres gaz industriels. Le gaz à effet de serre le plus important est le dioxyde de carbone ; les concentrations et les émissions de gaz à effet de serre sont souvent converties en leur équivalent en dioxyde de carbone (CO₂e).

22 Une augmentation de la température de 2°C peut sembler modérée. Il s'agit cependant d'une moyenne annuelle mondiale, qui sous-entend des augmentations locales et saisonnières beaucoup plus élevées et d'importantes répercussions causées par le changement climatique. 2°C est le seuil ayant fait l'objet d'un accord au sein de l'UE qui marque la différence entre un changement climatique acceptable et dangereux. Certains observateurs – dont l'Alliance des petits États insulaires – réclament un seuil plus bas, de 1,5°C.

23 Cet objectif de 85 pour cent est tiré du Quatrième rapport d'évaluation du GIEC (2007). Dans le chapitre 5, nous utiliserons cet objectif pour définir avec exactitude la quantité d'amélioration technologique dont nous avons besoin pour obtenir différents niveaux de croissance économique et nous rendre compte de ce qu'exigerait une stabilisation du climat.

24 Voir Allen et autres 2009 ; Meinshausen et autres 2009. Parmi les scénarios de stabilisation existants, celui de James Hansen, tablant sur un objectif à 350 ppm, offre le meilleur espoir d'éviter un changement

Le message qui en découle est profondément inconfortable. Un changement climatique dangereux n'est plus qu'une question de décennies. Et nous utilisons le pouvoir d'absorption – le « mou » – du climat trop rapidement. Cela pourra prendre des décennies pour transformer nos systèmes énergétiques. Et c'est à peine si nous avons entamé cette tâche. Au fil des progrès de la science, il devient plus clair qu'un monde qui se réchauffe pourrait constituer la pire des menaces pour notre survie auxquelles nous faisons face. Bien qu'entré tardivement en scène, le climat pourrait bien s'avérer la mère de toutes les limites.

Au-delà des limites

Ce bref aperçu des limites écologiques ne fait absolument pas justice à l'accumulation des connaissances en matière de rareté des ressources ou de changement climatique. Il n'a même pas abordé les questions de déforestation rapide, de l'altération sans précédent historique de la biodiversité, de l'effondrement des stocks halieutiques, du stress hydrique, de la pollution des sols et des réserves en eau. Les lecteurs que ces sujets intéresseraient doivent se tourner vers d'autres ouvrages pour avoir un traitement plus détaillé de ces questions²⁵.

En un sens, les détails n'ont pas d'importance. Personne n'est sérieusement en désaccord avec l'évaluation des impacts. Il est maintenant largement admis qu'environ 60 pour cent des services écosystémiques ont été dégradés ou surexploités depuis le milieu du XX^e siècle²⁶.

Pendant cette période, la taille de l'économie mondiale a été multipliée par plus de cinq. Si elle continue à croître à la même vitesse, d'ici l'an 2100, elle sera 80 fois plus grande qu'en 1950²⁷. Cette extraordinaire montée en puissance de l'activité économique mondiale n'a aucun précédent historique. Elle est en contradiction complète avec nos connaissances scientifiques concernant les ressources finies, et l'écologie fragile dont nous dépendons pour survivre.

Un monde dans lequel tout continue simplement comme à l'habitude est désormais inconcevable. Mais quid d'un monde peuplé par environ neuf milliards de personnes qui atteindraient toutes le niveau de richesses attendu dans les pays de l'OCDE²⁸ ? Une telle économie devrait avoir quinze fois la taille de l'économie actuelle (75 fois celle de 1950) d'ici 2050 et 40 fois la taille de l'économie actuelle

climatique dangereux parce qu'il se fonde sur un budget d'émissions plus restreint.

25 Pour des résumés utiles de ces impacts, voir par exemple Brown 2008 (chapitres 2–6), McKibben 2007, Victor 2008a (chapitre 1), Monbiot 2006, Northcott 2007, Porritt 2005 (chapitre 3), Booth 2004 (chapitres 4 et 5), GND 2008, AIE 2008, ITPOES 2008, Lynas 2004, Stern 2007, parmi de nombreuses autres références, dont bien sûr le rapport *Redefining Prosperity* de la Commission pour le développement durable (SDC 2003) et la très précieuse Évaluation des écosystèmes pour le millénaire (EM 2005).

26 EM 2005, TEEB 2008.

27 La croissance moyenne annuelle du PIB mondial au cours des 50 dernières années s'élève à un peu plus de trois pour cent par an. Si l'économie continue de croître au même rythme durant les 91 prochaines années, sa taille sera $(1.031)^{91} = 16,1$ fois plus grosse qu'aujourd'hui.

28 Projection moyenne de l'ONU pour 2050 (voir note 2).

d'ici la fin de ce siècle (200 fois celle de 1950)²⁹. À quoi donc ressemble une telle économie ? Qu'est-ce qui la fait tourner ? Offre-t-elle réellement une vision crédible en termes de prospérité partagée et durable ?

En général, nous évitons l'austère réalité de ces chiffres. L'hypothèse par défaut est que – crises financières mises à part – la croissance se poursuivra indéfiniment. Pas seulement dans les pays les plus pauvres, où une meilleure qualité de vie est indéniablement nécessaire, mais aussi dans les pays plus prospères où la corne d'abondance des richesses matérielles ajoute peu au bonheur et commence à menacer les fondements de notre bien-être.

Les raisons de cet aveuglement collectif sont assez faciles à trouver (comme nous le verrons plus loin). L'économie moderne est structurellement dépendante de la croissance économique pour sa stabilité. Quand la croissance chancelle – comme elle l'a fait de façon dramatique durant les derniers soubresauts de l'année 2008 –, les politiciens paniquent. Les entreprises luttent pour leur survie. Les gens perdent leur emploi et parfois leur maison. La spirale de la récession menace. La remise en question de la croissance est vue comme le fait de fous, d'idéalistes et de révolutionnaires.

Mais cette remise en question est indispensable. L'idée d'une économie qui ne croît pas est peut-être une hérésie pour un économiste. Mais l'idée d'une économie en croissance continue est une hérésie pour un écologiste. En termes physiques, aucun sous-système d'un système fini ne peut croître indéfiniment. Les économistes doivent être capables de répondre à la question de savoir comment un système économique en croissance permanente peut prendre place dans un système écologique fini.

La seule réponse possible à ce défi est de suggérer – comme le font les économistes – que la croissance en dollars est « découplée » de la croissance des flux physiques et des impacts environnementaux. Mais, comme nous le verrons plus clairement dans ce qui suit, ce découplage n'a pas, jusqu'à présent, accompli le nécessaire. Il n'y a aucune perspective qu'il y parvienne dans un futur immédiat. L'échelle même du découplage requis pour respecter les limites ici énoncées (et pour rester à l'intérieur de ces limites pendant que l'économie poursuit sa croissance perpétuelle) défie l'imagination.

En résumé, nous n'avons pas d'autre alternative que de remettre la croissance en question. Le mythe de la croissance nous a trompés. Il a trompé le milliard de personnes qui tentent encore de vivre chaque jour avec la moitié du prix d'une tasse de café. Il a trompé les fragiles systèmes écologiques dont dépend

29 Le revenu moyen de l'UE en 2007 s'élevait à \$27.000 par tête (en \$2000). Compte tenu d'une croissance annuelle moyenne de deux pour cent, le revenu s'élèvera à \$63.000 en 2050. Pour que neuf milliards de personnes atteignent ce revenu, l'économie mondiale doit peser \$573 billions de dollars. En 2007, elle était de \$39 billions. Ce qui veut dire que l'économie en 2050 pèse $570/39 = 14,6$ fois sa taille actuelle. En supposant que la population se stabilise d'ici 2050 et que toute croissance ultérieure est générée par une croissance des revenus toujours située autour de deux pour cent par an, en moyenne, alors, d'ici 2100, l'économie pèse $(1,02)^{50} = 2,7$ fois son poids de 2050, soit environ $2,7 \times 15 = 40$ fois son poids actuel.

notre survie. De façon spectaculaire, il a échoué, selon ses propres critères, à offrir la stabilité économique et à assurer les moyens de subsistance des populations.

Bien entendu, si la crise économique actuelle indique réellement (comme le prédisent certains) la fin d'une ère de croissance facile, du moins pour les pays avancés, alors les préoccupations exprimées dans ce livre deviennent doublement pertinentes. La prospérité sans la croissance est un tour très utile à garder sous le coude lorsque l'économie vacille.

L'inconfortable réalité est que nous sommes confrontés à la fin imminente de l'ère du pétrole bon marché, à la perspective d'une hausse régulière des prix des matières premières, à la dégradation de l'air, de l'eau et des sols, à des conflits autour de l'affectation des terres, des ressources et de l'eau, des forêts et des stocks de poissons, ainsi qu'au défi considérable de stabiliser le climat mondial. Et nous sommes confrontés à ces tâches alors que notre économie est fondamentalement brisée et qu'elle a désespérément besoin de renouveau.

Dans de telles circonstances, un retour au *business as usual* n'est pas envisageable. La prospérité pour un petit nombre, fondée sur la destruction écologique et l'injustice sociale persistante, ne saurait constituer le fondement d'une société civilisée. La reprise économique est vitale. La protection des emplois existants – et la création de nouveaux emplois – est absolument essentielle. Mais il nous est aussi urgemment nécessaire de trouver un sens renouvelé : un engagement plus profond pour la justice dans un monde fini.

Atteindre ces objectifs peut apparaître comme une tâche peu familière, voire incongrue, à assigner aux politiques de notre ère moderne. Le rôle du gouvernement a été délimité de façon si étroite par les objectifs matériels et vidé de l'intérieur par une conception erronée des libertés illimitées des consommateurs. Le concept même de gouvernance a besoin d'être renouvelé de façon urgente.

Mais la crise économique actuelle nous offre une occasion unique d'investir dans le changement. De balayer la pensée court-termiste qui a gangrené la société depuis des décennies. De la remplacer par une politique réfléchie capable de s'attaquer à l'immense défi d'une prospérité durable.

Car, en fin de compte, la prospérité va au-delà des plaisirs matériels. Elle transcende les préoccupations matérielles. Elle touche à la qualité de nos vies ainsi qu'à la bonne santé et au bonheur de nos familles. Elle est présente dans la force de nos relations et notre confiance en la société. Elle est attestée par notre satisfaction au travail et notre sens d'une destinée commune. Elle est fonction de nos possibilités de participer pleinement à la vie de la société.

La prospérité consiste en notre capacité à nous épanouir en tant qu'êtres humains – à l'intérieur des limites écologiques d'une planète finie. Le défi pour notre société est de créer les conditions dans lesquelles cela devient possible. C'est la tâche la plus urgente de notre époque.

L'âge de l'irresponsabilité

*Cette époque a été celle d'une prospérité mondiale.
Elle a aussi été une période de turbulences mondiales.
Et là où il y a eu de l'irresponsabilité, nous devons dire clairement
qu'il faut mettre un terme à cet âge de l'irresponsabilité.*
Gordon Brown, septembre 2008¹

La formule conventionnelle pour assurer la prospérité repose sur la recherche de la croissance économique. Selon cette manière de voir, des revenus plus élevés augmenteront le bien-être et mèneront à la prospérité pour tous.

Ce livre met cette formule en doute. Il pose la question de la légitimité de la croissance économique comme objectif pour les pays riches, au moment où d'immenses disparités de revenus et de bien-être persistent de par le monde et où l'économie mondiale est enserrée dans des limites écologiques finies. Il examine en détail si les avantages de la croissance économique continue l'emportent toujours sur ses coûts, et soumet à une analyse minutieuse l'hypothèse selon laquelle la croissance est essentielle à la prospérité. Ce livre pose donc la question : est-il possible de connaître la prospérité *sans* croissance ?

Cette question a été brutalement mise en relief durant la rédaction même de ce livre. La crise bancaire de 2008 a conduit le monde au bord du désastre financier et a fait trembler sur ses bases le modèle économique dominant. Elle a redéfini les frontières entre marché et État et nous a confrontés à notre incapacité d'assurer la durabilité financière de

1 Extrait d'un discours du Premier ministre britannique prononcé aux Nations unies, à New York, le vendredi 26 septembre 2008. Voir : www.ft.com/cms/s/0/42cc6040-8bea-11dd-8a4c-0000779fd18c.html. Consultation le 17 juillet 2009.

l'économie mondiale, à plus forte raison encore sa durabilité sociale ou environnementale.

La confiance des consommateurs a été anéantie. L'investissement est tombé au point mort et le chômage a fortement augmenté. Les économies avancées (et certains pays en développement) ont affronté la perspective d'une récession profonde et de longue durée. La confiance dans les marchés financiers en subira vraisemblablement les conséquences pendant longtemps encore. Les finances publiques seront mises à rude épreuve pendant au moins une décennie.

Il peut sembler déplacé, voire irrespectueux, de soulever dans un tel contexte des questions profondes et structurelles sur la nature de la prospérité. « Quand les marchés financiers sont dans la tourmente, les gens ne s'intéressent pas à cette question », admet le milliardaire George Soros à propos de sa propre tentative d'approfondir sa réflexion sur la crise mondiale du crédit².

Mais il est clair qu'une réflexion approfondie serait bien nécessaire. Ne pas se retourner et se demander ce qui s'est passé reviendrait à combiner l'échec avec l'échec : l'échec en termes de vision avec l'échec en termes de responsabilité. Quoi qu'il en soit, la crise économique nous fournit une occasion unique de nous occuper simultanément de la durabilité financière et de la durabilité écologique. Ce chapitre entend démontrer que ces deux éléments sont intimement liés.

À la recherche de coupables

Les causes de la crise font l'objet de controverses. Le coupable le plus saillant, considère-t-on, est le prêt hypothécaire à risque – *subprime* – du marché immobilier américain. Certains mettent en évidence le caractère ingérable des *credit default swaps* utilisés pour conditionner les « crédits toxiques » et les cacher hors des bilans comptables. D'autres pointent un doigt accusateur vers les spéculateurs cupides, les investisseurs peu scrupuleux, résolus à faire de beaux coups aux dépens d'institutions vulnérables.

L'augmentation considérable des prix des matières premières en 2007 et au début de l'année 2008 (figure 1.2) a certainement contribué au ralentissement économique en compressant les marges des entreprises et en réduisant leurs dépenses discrétionnaires. À la mi-2008, pour la première fois en 30 ans, les économies avancées ont été confrontées à la perspective de la « stagflation » – un ralentissement de la croissance conjugué à une augmentation de l'inflation. Les prix pétroliers ont doublé entre janvier et juillet 2008, tandis que les prix alimentaires gagnaient 66 pour cent, déclenchant des troubles dans certains pays parmi les plus pauvres³.

Tous ces éléments peuvent être considérés comme des facteurs ayant contribué à la crise. Mais aucun d'entre eux n'offre à lui seul une explication adéquate de la

² Soros 2008, p. 159.

³ Sur les prévisions du FMI, voir *Perspectives économiques mondiales* (FMI 2008), p. xiv ; pour l'OCDE, voir <http://news.bbc.co.uk/1/hi/business/7430616.stm> ; sur les « marchés financiers », voir Soros 2008 ; sur la « stagflation », voir <http://news.bbc.co.uk/1/hi/business/127516.stm> ; sur les émeutes de la faim, voir (par exemple) <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/7384701.stm>.

façon dont les marchés financiers sont parvenus à déstabiliser des économies entières. Pourquoi des prêts ont été proposés à des personnes qui ne pouvaient se permettre de les rembourser ? Pourquoi les régulateurs ont échoué à brider des pratiques financières individuelles capables de faire crouler des institutions monolithiques ? Pourquoi des créances non garanties sont devenues une force à ce point dominante dans l'économie ? Et pourquoi les gouvernements ont systématiquement ignoré ou activement encouragé cet « âge de l'irresponsabilité » ?

La réponse politique à la crise nous fournit quelques clés d'explications. Fin octobre 2008, les gouvernements du globe avaient débloqué la somme stupéfiante de sept billions de dollars américains – une somme qui excède le PIB de n'importe quel pays du monde, à l'exception des États-Unis – pour sécuriser les actifs risqués, garantir l'épargne menacée et recapitaliser les banques défaillantes⁴.

Personne n'a prétendu qu'il s'agissait là d'autre chose que d'une solution à court terme et profondément régressive, un remède temporaire qui récompensait les responsables de la crise aux dépens du contribuable. Cette démarche a été défendue en se fondant sur le fait que toutes les autres alternatives étaient tout simplement impensables.

L'effondrement des marchés financiers aurait entraîné une récession mondiale massive et totalement imprévisible. Des pays entiers se seraient retrouvés en cessation de paiement. Le commerce se serait arrêté *en masse*. Des moyens de subsistance auraient été détruits. Des logements perdus. Ne pas sauver le secteur bancaire aurait engendré un coût humanitaire gigantesque. Ceux qui ont tenté de résister au TARP – le programme de sauvetage des actifs à risque proposé par le gouvernement américain – lors de sa première lecture au Congrès avaient l'air inconscients de ces répercussions, enflammés comme ils l'étaient par une indignation louable envers le caractère injuste de la solution.

Mais la dure réalité était que les responsables politiques n'avaient d'autre choix que d'intervenir pour protéger le secteur bancaire. Dans le langage médiatique, Wall Street est la sève de Main Street. La santé de l'économie moderne dépend de celle du secteur financier. Toute attitude en deçà d'un engagement total en faveur de sa survie aurait été impensable. L'objectif pertinent des politiques à ce moment précis était incontestablement de stabiliser le système : rassurer les épargnants, encourager les investisseurs, aider les débiteurs, rétablir la confiance dans les marchés. C'est très précisément ce que les gouvernements du monde se sont efforcés de faire.

Ils n'y ont que partiellement réussi – arrêtant la glissade instantanée dans le chaos, mais échouant à conjurer la perspective d'une profonde récession mondiale. Ces éléments ont entraîné, début 2009, une nouvelle série de plans de relance économique visant à faire redémarrer les dépenses de consommation, à protéger l'emploi et à stimuler à nouveau la croissance économique. Nous examinerons en détail certains de ces plans de relance dans le chapitre 7.

4 Robert Peston, *The £5,000 bn bailout*. BBC en ligne : www.bbc.co.uk/blogs/thereporters/robertpeston/2008/10/the_5000bn_bailout.html. Réunis à Londres en avril 2009, les pays du G20 ont décidé de débloquer 1,1 billion de dollars supplémentaires par le biais des institutions financières internationales.

Lors de la réunion du G20, à Londres, en avril 2009, il est devenu très clair qu'un peu de réflexion s'imposait. Les leaders politiques, les économistes et même les financiers l'ont admis. La suspension de certaines pratiques comme les ventes à découvert, le renforcement de la régulation des produits financiers dérivés, l'examen plus minutieux des conditions de prêt : toutes ces mesures étaient largement considérées comme des réponses inévitables et indispensables pour faire face à la crise. À contrecœur, on admettait même la nécessité de limiter la rémunération des dirigeants du secteur financier⁵.

Cette dernière concession, admettons-le, est plus le fruit de la nécessité politique, vu la profonde indignation du public à l'encontre de la culture des bonus, que de la reconnaissance d'une question de principe. En fait, les entreprises ont continué d'attribuer des bonus considérables. Goldman Sachs a attribué des bonus de fin d'année (2008) d'une valeur de \$ 2,6 milliards en dépit du renflouement de six milliards dont elle a fait l'objet de la part du gouvernement américain, arguant que ceux-ci demeuraient indispensables pour « attirer et motiver » les meilleurs éléments⁶.

Mais bon nombre de ces réponses étaient considérées comme des interventions à court terme destinées à faciliter le rétablissement du *business as usual*. Les ventes à découvert ont été suspendues pendant six mois, plutôt qu'interdites. La nationalisation partielle d'institutions financières a été justifiée au nom du fait que les actions seraient revendues au secteur privé aussi vite que raisonnablement possible. Quant au plafonnement des rémunérations des dirigeants, il a été lié aux performances.

Aussi extraordinaires qu'aient pu être certaines de ces interventions, elles ont été largement considérées comme des mesures temporaires, comme des maux nécessaires au rétablissement d'une économie de libre marché. Leur but déclaré était limpide. En injectant du capital dans les banques et en rétablissant la confiance envers les prêteurs, les dirigeants mondiaux ont espéré restaurer la liquidité, donner un coup de fouet à la demande et arrêter la récession.

Leur but ultime a consisté à protéger la poursuite de la croissance économique. Tout au long de la crise, tel était le point non négociable : la croissance doit se poursuivre à tout prix. Le retour de la croissance a été la fin justifiant des interventions impensables quelques mois auparavant. Aucun responsable politique ne l'a sérieusement remis en question.

L'allégeance à la croissance constitue pourtant la caractéristique dominante majeure du système économique et politique qui a conduit le monde au bord du gouffre. L'impératif de la croissance a façonné l'architecture de l'économie moderne. Il a justifié les libertés accordées au secteur financier. Il est, au moins partiellement, responsable de l'assouplissement des réglementations, de l'hyper-extension du crédit et de la prolifération de dérivés financiers ingérables (et instables). Il est généralement admis que la croissance sans précédent de la consommation observée entre 1990 et 2007 a été alimentée par une expansion massive du crédit et par l'augmentation des niveaux d'endettement.

5 La déclaration du G20 de Londres est en ligne sur <http://news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/1/hi/business/7979606.stm>.

6 Voir par exemple : www.guardian.co.uk/business/2008/dec/17/goldmansachsexecutivesalaries.

Le labyrinthe de la dette

L'économie capitaliste fonctionne grâce à l'endettement. Cette caractéristique centrale de la société dans laquelle nous vivons reste cependant étonnamment mal comprise de bon nombre d'entre nous. Cette méconnaissance est en partie due au fait que le sujet est devenu fort complexe. Même sa terminologie élémentaire n'est pas simple. La dette des particuliers diffère de la dette publique, qui diffère elle-même de la dette extérieure. La dette brute n'est pas la dette nette. La couverture médiatique durant la crise a constamment confondu ces termes. Et, pour aggraver les choses, les différents types de dette ont des implications très différentes pour les ménages, le gouvernement et le pays dans son ensemble (encadré 2.1).

L'augmentation permanente de l'endettement des particuliers a constitué l'un des traits clairement identifiables des économies avancées durant la période précédant la crise. Pendant plus d'une décennie, la dette des particuliers a fait office de mécanisme servant délibérément, d'une part, à libérer les dépenses personnelles des revenus salariaux disponibles et, d'autre part, à faire de la consommation le moteur de la croissance.

Toutes les économies n'ont pas, de la même manière, prêté le flanc à cette dynamique. En effet, une des caractéristiques de ce système d'endettement veut que, pour une partie de l'économie mondiale qui s'endette lourdement, une autre partie du monde épargne massivement. Durant la première décennie du XXI^e siècle, les épargnants se trouvaient surtout dans les économies émergentes. En 2008, le taux d'épargne chinois s'élevait à 25 pour cent du revenu disponible et le taux indien était encore plus élevé, à 37 pour cent.

Même au sein des économies avancées, des distinctions claires existaient entre pays. L'une des plus intéressantes est celle qui sépare les différentes « variétés » de capitalisme, identifiées par l'historien de Harvard Peter Hall et l'économiste d'Oxford David Soskice.

Dans une étude complète des différences entre économies de marché, Hall et Soskice distinguent deux types principaux de capitalisme au sein des pays avancés. Les « économies de marché libéralisées » (Australie, Canada, États-Unis, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni) ont ouvert la marche à la libéralisation, à la concurrence et à la déréglementation durant les années 1980 et 1990. Les « économies de marché coordonnées » (Allemagne, Belgique, France, Japon et pays scandinaves) ont été beaucoup plus lentes à déréguler et tendent à dépendre beaucoup plus des interactions stratégiques entre leurs entreprises – plutôt que de la concurrence – pour coordonner leur comportement économique⁷.

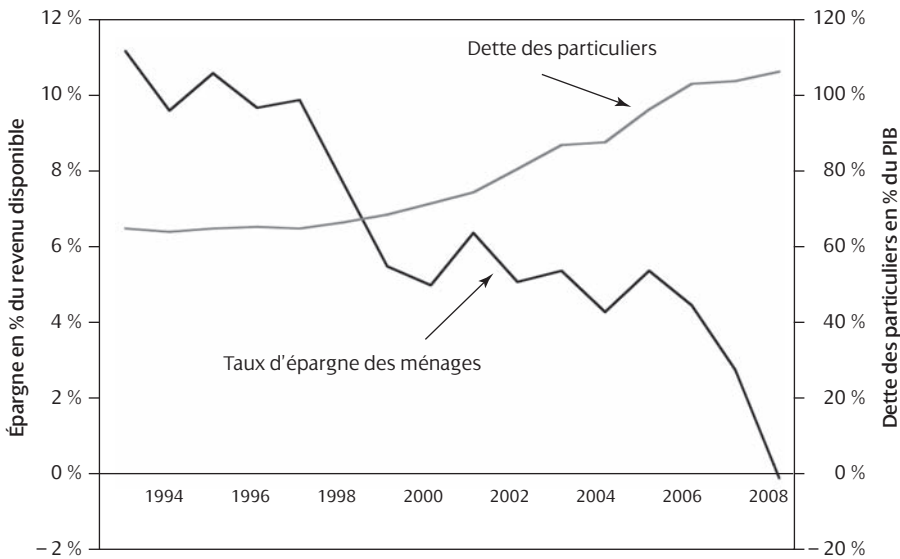
Les deux variétés du capitalisme se rejoignent sur la recherche de la croissance économique. En revanche, elles divergent sur les moyens d'y parvenir. Le niveau d'endettement des consommateurs est l'une des différences clés. Généralement, les économies de marché libérales ont encouragé des niveaux d'endettement des consom-

7 Voir Hall et Soskice. Les auteurs ont également identifié un groupe de pays réunis autour d'une forme qu'ils appellent le capitalisme méditerranéen.

mateurs plus élevés que les économies de marché coordonnées pour maintenir la croissance de la consommation.

Le Royaume-Uni et les États-Unis semblent avoir eu particulièrement tendance à recourir à cette méthode. Au Royaume-Uni, l'endettement des particuliers a plus que doublé durant la décennie précédant la crise. Même en 2008, alors que la récession se profilait à l'horizon, l'endettement continuait de s'accroître au rythme d'un million de sterling toutes les onze minutes. Bien que le taux de croissance se soit ralenti – comme il a tendance à le faire en période de récession –, à la fin 2008, l'endettement cumulé des particuliers s'élevait toujours à £ 1,5 billion, soit un niveau supérieur au PIB pour la deuxième année consécutive⁸. L'épargne s'est quant à elle effondrée. Durant le premier trimestre 2008, le taux d'épargne des ménages britanniques est tombé en dessous de zéro pour la première fois en 40 ans (figure 2.1). Moins marquée dans les pays de la zone euro, cette tendance à l'augmentation relative et absolue de l'endettement privé s'y est néanmoins également manifestée : de 2000 à 2007, l'endettement des ménages de la zone euro est ainsi passé de 72 à 92 % de leurs revenus bruts⁹. Cette moyenne recouvre des réalités extrêmement variées : à un bout du spectre, l'Irlande dont les dettes privées étaient plus de huit fois supérieures à la dette publique ; à l'autre, l'Italie dont les montants d'endettements privés et publics étaient pratiquement égaux.

Figure 2.1 – Endettement des particuliers et épargne des ménages britanniques 1993-2008¹⁰



Source : l'auteur a utilisé les sources indiquées dans la note 9.

⁸ La plupart des statistiques les plus récentes sur la dette à la consommation du Royaume-Uni sont tirées de *Debt Facts and Figures – Compiled 1st February 2009* publié par Credit Action. En ligne sur : www.creditaction.org.uk/debt-statistics.html.

⁹ Source : BCE, rapport annuel 2007.

¹⁰ Ces statistiques proviennent de l'*Office for National Statistics* (consultation sur www.statistics.gov.uk).

Encadré 2.1. La dette en perspective

Prêter et emprunter de l'argent est (du moins en temps normal) une caractéristique fondamentale de l'économie moderne (voir chapitre 6). Ménages, entreprises et États participent tous au prêt (par exemple par l'épargne et l'investissement) ainsi qu'à l'emprunt (p.ex. par l'emprunt, le compte de crédit et l'hypothèque). Les dettes financières (parfois appelées passif ou créances) représentent le total des sommes dues à un moment donné par une personne, une entreprise, un État ou le pays dans son ensemble.

Un principe fondamental du capitalisme est que ces créances accumulées engendrent avec le temps des charges d'intérêt. L'endettement augmente de deux façons : premièrement par l'emprunt de sommes d'argent supplémentaires (par exemple pour augmenter les dépenses publiques) ; deuxièmement, par l'intérêt accumulé sur la dette. Pour tout taux d'intérêt donné, un niveau d'endettement plus élevé exerce une pression accrue sur les revenus des personnes qui doivent rembourser les intérêts et enrayer l'accumulation de l'endettement.

Les revenus que les intéressés tirent de leurs propres « actifs » financiers ou de leur épargne peuvent servir à remplir une partie de cette exigence. En participant à l'économie à la fois en tant qu'épargnant et qu'emprunteur, chacun peut essayer d'équilibrer son passif financier (argent emprunté) avec son actif financier (argent prêté). La mesure dans laquelle notre niveau d'endettement « importe » à un moment donné dépend (en partie) de cet équilibre entre actif et passif. Et comme l'a montré la crise actuelle, elle dépend également de la fiabilité financière de ces actifs.

Trois aspects de l'endettement ont attiré l'attention médiatique et politique au cours des dix dernières années : l'endettement des particuliers (dette à la consommation), la dette publique et la dette extérieure brute. Bien qu'ils portent tous sur des sommes d'argent dues, ces types d'endettements sont relativement différents dans leurs implications politiques. Les paragraphes suivants en décrivent les éléments clés et leur pertinence en termes de durabilité économique.

ENDETTEMENT DES PARTICULIERS

L'endettement des particuliers (ou dette à la consommation) désigne la quantité d'argent due par les citoyens à titre privé. Ce montant inclut les crédits hypothécaires, les découverts de cartes de crédit et d'autres formes d'emprunt à la consommation. L'endettement des particuliers au Royaume-Uni est dominé actuellement par les crédits hypothécaires, qui représentaient 84 pour cent du total en 2008. Aussi longtemps que la valeur des biens immobiliers continuait d'augmenter, les créances financières de la population (crédits hypothécaires) étaient compensées par la valeur de leurs actifs physiques (maisons, biens immobiliers). Les problèmes ont surgi lorsque les valeurs immobilières se sont effondrées. Les créances n'ont plus été contrebalancées par les actifs. Lorsqu'une telle évolution se conjugue (comme durant une récession) avec des revenus en diminution, l'endettement – et la viabilité financière des ménages – devient hautement instable. Comme beaucoup des éléments de l'économie de croissance (chapitres 4 et 6), la stabilité financière s'avère dépendre de façon insoutenable de la croissance – dans ce cas-ci, de la croissance du marché immobilier.

Index

A

abondance: 86
actifs énergétiques: 123
activité économique soutenable: 192
activités économiques sobres en carbone: 135
adaptation: 143
Afrique: 68
Afrique du Sud: 71
âge de l'irresponsabilité: 35, 46
agriculture: 193
agriculture durable: 116
aides directes: 118
secteur financier: 117
AIE: 91
Allemagne: 41, 44, 165, 167
alternatives: 160
alternatives crédibles: 190
altruisme: 163
amélioration: 143, 144
American Recovery and Reinvestment Act 2009 (ARRA): 118
angoisse: 95, 107, 108
anxieux: 151
appartenance: 148
apprentissage tout au long de la vie: 181
Argentine: 71
arithmétique de la croissance: 86
Australie: 154
Ayres Robert: 86, 133

B

bâtiment: 193
Baumol William: 61, 97, 194
Belk Russ: 63, 106
Berger Peter: 63
bien-être: 60

diminution volontaire de la consommation: 154
bien-être subjectif: 56
Royaume-Uni: 64
bien public: 158, 190
biens de consommation: 62
langage: 105, 187
rôle: 107, 147
bonheur: 23, 51, 54, 55, 56, 66
Bonus, culture des: 36
bons d'État verts: 122, 123
Booth Douglas: 86, 108
Bosch Gerhard: 141
Brown Gordon: 43
Bush George W.: 155
but: 190
but commun: 190

C

Canada: 41, 140
capacités d'épanouissement: 57
mesurer les -: 180
capacités limitées: 58
capital: 36, 100, 176
capitalisme consumériste: 98
capital social: 181
cathexis: 106
Cendrillon: 191
changement: 159, 169
moteur de la croissance: 133
changement
climatique: 28, 29, 30, 78, 83, 92
opportunités: 109
structurel: 154, 195
technologique: 91
Chili: 68, 71
Chine: 80
chômage: 73, 165, 189

ciment : 84
 citoyeneté : 190
 combustibles fossiles : 81
 communauté
 Amish en Amérique du Nord : 153
 Findhorn : 153
 géographique : 148
 intentionnelles : 153
 résilientes : 182
 spirituelles : 153
 Village des Pruniers : 153
 comparaison sociale : 106, 108
 comptes nationaux : 179
 révision : 178
 consolation : 188
 consommation : 62, 81
 consommation
 culture de la : 107
 demande de : 104
 matérielle : 62, 81
 ostentatoire : 106
 stimuler la croissance de la - : 112
 consumérisme : 160, 182
 logique sociale nuisible : 199
 consumérisme matérialiste : 179
 contrat social : 42, 162, 168
 Corée du Sud : 118, 120
 coûts sociaux : 73
 création d'emploi : 117
 crise
 bancaire de 2008 : 33
 écologique : 188
 financière : 42, 47, 99
 financière mondiale : 111
 crise de l'engagement : 162
 croissance : 31, 54, 174
 économique : 33, 61
 économique continue : 33
 encouragement de la - : 44
 moteur : 127
 PIB dans l'UE : 101
 productivité du travail dans l'UE : 101
 protéger la croissance économique : 36, 47
 remise en question : 31
 retour de la - : 111
 revenus : 89
 Csikszentmihalyi Mihalyi : 153
 Cuba : 68, 71
 culture de la consommation : 107
 culture des bonus : 36
 Cushman Philip : 107

D

D'Alessandro Simone : 141
 Daly Herman : 128
 Danemark : 54, 68, 165
 Dawkins Richard : 163
 découplage, concept : 77
 découplage absolu : 77, 81, 87, 103
 découplage relatif : 77, 78, 86, 87, 103
 découplage relatif et absolu : 86
 décroissance : 75
 demande : 96, 142, 143
 demande de consommation : 104
 dépenses de relance : 121
 dépenses militaires
 allemandes : 41
 américaines : 41
 dépenses publiques : 73
 dépression nerveuse : 188
 dérégulation : 45
 marchés financiers : 44
 désir de nouveauté : 105
 destruction créatrice : 104, 108
 dette : 37
 extérieure : 37, 40, 42
 nationale : 40
 particuliers : 37
 publique : 37, 40, 41, 42, 74
 dettes écologiques : 46
 développement durable, stratégie : 167
 Dichter Ernest : 106
 dilemme : 62, 168, 185
 dilemme de la croissance : 74, 168, 186
 Douglas Mary : 63
 Downshifting Downunder : 153
 durabilité : 183
 infrastructure sociale : 158

E

écologie de l'investissement : 146, 193
 économies avancées, malaise des : 54
 économie capitaliste : 37
 économie en état d'équilibre : 128
 économie de Cendrillon : 136, 138, 193
 économie durable : 175
 économie mondiale : 30
 économie mondialisée : 44
 économie résiliente : 159
 économie sobre en carbone, transition vers
 une - : 112
 économies capitalistes : 73
 économies de consommation : 98

- économies de marché coordonnées: 37, 97, 165
 - économies de marché libérales: 37, 97
 - économies de marché libéralisées: 165, 166
 - économies développées, besoins en ressources: 83
 - économies émergentes: 84
 - économistes: 102, 129
 - Écosse: 153
 - écosystème: 116, 143
 - éducation: 69
 - efficacité: 96, 103
 - durabilité: 96
 - limites: 103
 - utilisation des ressources: 84, 85
 - efficacité technologique: 127, 132
 - effondrement économique: 24, 181
 - effondrement humanitaire: 72
 - effort de guerre: 41
 - égalité: 157
 - égoïsme: 163
 - Ehrlich Paul: 86
 - Ekins Paul: 92
 - Elgin Duane: 153
 - émissions de dioxyde de carbone: 81, 89
 - émissions de gaz à effet de serre: 29, 78
 - baisses apparentes : 128
 - cachées: 83
 - intensité croissante: 80
 - stabiliser: 91
 - emploi
 - prosperité: 117
 - contribuant à l'épanouissement humain: 135
 - endettement des particuliers: 39
 - endettement public: 41
 - énergies renouvelables: 141, 142, 144
 - engagement
 - dispositifs d': 162, 169
 - érosion de l'engagement: 165
 - entreprise commune: 190
 - entreprises: 100
 - écologiques: 135
 - écologiques ancrées dans la communauté: 192
 - sociales ou locales: 135
 - épanouissement: 71
 - attention politique: 156
 - emplois y contribuant vraiment: 135
 - épargne:
 - incitant: 113
 - paradoxe: 113, 123, 143
 - équation d'Ehrlich: 86, 88
 - équité: 145, 173
 - espérance de vie: 67, 68, 71
 - esprit créateur: 105
 - États-Unis: 54, 166
 - intensité énergétique: 79
 - PIB: 102
 - Europe: 154
 - PIB: 101
 - European Social Survey: 148
 - exigences matérielles: 150
 - expansion économique: 105
 - expansion monétaire: 113
 - Eyres Harry: 189
- F**
- fenêtre de durabilité: 142
 - fiscale, durabilité à long terme de l'assiette : 123
 - Flynt Larry: 118
 - fonction de production: 131, 132
 - fonctionnement social: 150, 187
 - fonctions de production: 132
 - fondements d'une théorie macroéconomique écologique: 145
 - Fonds pour l'Environnement Mondial: 174
 - France: 41
 - frugalité: 189
 - frugalité individuelle: 199
- G**
- Gandhi Mahatma: 152
 - Grande-Bretagne
 - dettes publiques: 74
 - Greenspan Alan: 45
 - Green New Deal, groupe britannique : 115
 - Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC): 28, 89
 - guerre: 41
- H**
- Hall Peter: 37, 166
 - Hansen: 28
 - hédonisme alternatif: 151
 - Helm Dieter: 93
 - Holdren John: 86
- I**
- impacts écologiques: 46
 - impacts environnementaux: 46

impacts sur les ressources : 77
 Inde : 80
 individualisme : 161, 162, 163, 168, 169, 198
 industrie
 automobile : 117
 pornographique : 117
 inégalités : 23, 180
 revenus : 124, 158, 180
 influence : 161
 innovation : 104
 institutions : 165
 intensité en carbone : 185
 intensité énergétique : 78
 États-Unis et Royaume-Uni : 79
 intermédiation financière : 193
 International Energy Annual : 88
 investir dans la transition vers une économie durable : 124
 investir dans l'emploi, les actifs et les infrastructures : 176
 investissement : 99, 100, 104, 123
 transition vers une économie durable (investissement) : 141, 142, 171
 infrastructure sociale : 158
 relance verte : 112
 investissement écologique : 92, 141, 145, 176, 193
 besoin renforcé : 142
 objectifs : 176
 types principaux : 143
 investissements durables : 118
 investissement vert : 118, 121, 123
 Irlande : 54
 Italie : 38

J

James William : 62
 Japon : 54, 69, 70, 71
 Johnson Boris : 155
 jugements normatifs : 103

K

Kahneman Daniel : 56
 Kasser Tim : 60, 152, 166
 Kazakhstan : 69
 keynésianisme : 122
 réponse keynésienne : 142
 Krugman Paul : 114

L

langage de biens : 105, 187

leadership : 169
 libertés : 58, 162
 limites : 173
 limites à l'efficacité : 103
 limites écologiques : 59, 129, 159, 173, 174, 192
 liquidités : 45
 logique sociale : 160, 179

M

maladie terminale : 188
 malaise des économies avancées : 54
 marchés financiers : 46
 marchés mondiaux du crédit : 99
 masse monétaire : 40, 178
 matérialisme : 106, 151, 189
 matérialistes : 187
 Mawdsley Emma : 63
 Maynard Keynes John : 113
 McCracken Grant : 107
 McKibben : 28
 Meadows : 25
 médias : 182
 messages : 155
 mesurer les capacités et l'épanouissement : 180
 métaux structurels : 84
 Miliband Ed : 169
 minerais métalliques : 83
 minéraux : 27
 mobilité : 149
 modèle économique : 175
 modèle macroéconomique : 143
 modes de vie : 109
 moi élargi : 106
 monastères bouddhistes : 153
 monde limité : 58
 mondialisation : 172
 moteur de la croissance : 96, 142
 moteur de l'efficacité : 100
 motivation du profit : 96, 100
 Moyen-Orient : 79, 80

N

niveau de revenu : 54, 69
 niveau de vie : 51
 Norman : 148
 Norvège : 41
 nouveauté : 106, 169
 Nouvelle-Zélande : 54
 Nussbaum Martha : 59

O

objectif de stabilisation : 92
objectif du GIEC : 78
objectifs de réduction : 173
objectifs des investissements écologiques : 176
objets matériels : 187
OCDE : 157
pays de l' - : 79, 80
Offer Avner : 56, 64, 66, 162
offre : 143
opportunités de changements : 109
options pour redémarrer l'économie : 112
opulence : 52, 162, 186

P

paquet fiscal : 118
paradoxe de l'épargne : 113, 123, 143
partage du travail disponible : 138, 139, 179
participation : 32, 158, 179
à la société : 57, 63, 66
à l'éducation : 67, 69
participation sociale : 190
pays de l'OCDE : 79, 80
pays développés
ralentissement volontaire : 153
pays en développement : 87
pays les plus pauvres : 21
pays non OCDE : 80
pays pauvres : 54
perte humanitaire : 72
pétrole : 26
peur : 95
PIB : 56, 129, 178
augmentation : 21
capacité à mesurer le bien-être : 53
croissance dans l'UE : 101
États-Unis : 102
Pickett Kate : 66, 157, 158
pic pétrolier : 26, 46
plafond écologique : 173
plafonds de ressources et d'émissions : 173
PNUE : 115
point d'ancrage vert : 116
politique du temps de travail : 179
polluants : 85, 86
population : 86
population mondiale : 58
position sociale : 64
prix : 46, 84
prix alimentaires : 27

problématiques planétaires : 83
productivité des ressources : 142, 143
productivité du travail : 73, 132, 136, 137, 138, 140, 176
croissance dans l'UE : 10
profit, motivation du - : 96, 100
progrès social : 20
propriété : 144, 196, 197
des actifs : 123, 177, 197
personnelle : 133
privée : 97
publique : 123, 197
prospérité : 19, 32, 49, 159
augmentation : 22, 61
capacité d'épanouissement : 147
composantes : 59
durable : 199
économique : 22
équitable et durable : 59
sans croissance : 61
vision matérialiste : 158
protéger la croissance économique : 36, 47
protocole de Kyoto : 29
prudence : 178
prudence financière et fiscale : 177
Putnam Robert : 148

R

ralentissement volontaire : 154
rapport d'évaluation du GIEC : 87
rapport Stern : 92
rapport sur le développement humain : 69
rebond : 103
récession : 74, 139, 160, 167
messages à propos : 155
récession économique : 72
récession sociale : 148, 151
recettes fiscales, augmentation des : 122
recherche de nouveauté : 163
recommandations : 172, 179
réduction absolue des émissions de carbone : 78
réduction des émissions de dioxyde de carbone : 91
réduction des inégalités sociales : 157
réduction du temps de travail : 179
réforme fiscaleécologique : 123, 174
réforme fiscale pour la durabilité : 174
régression sociale : 23
relance verte : 118
renflouement : 117
sectoriels : 118

- réponse politique à la crise : 35
- résilience : 145
- ressources : 25, 26, 54
 - écologiques : 58, 59
 - fossiles : 81
 - matérielles : 100
 - productivité : 142, 143
- retour de la croissance : 111
- retours directs dans le trésor public : 122
- retours financiers directs : 121
- revenus dans les pays plus pauvres, augmentation des : 62
- rigueur budgétaire : 123
- rôle de l'État : 160
- rôle des biens de consommation : 105, 107, 147
- Royaume-Uni : 42, 54, 70, 167
 - endettement des particuliers : 38
 - dioxyde de carbone : 83
 - intensité énergétique : 79
- Russie : 71, 194
- Rutherford Jonathan : 148

S

- Sachs Goldman : 36
- Sandel Michael : 190
- santé : 35
- santé mentale : 188
- Sardar Zia : 50
- satisfaction : 52
- scénario : 89, 90
 - business as usual : 89
 - croissance faible : 139, 140
 - croissance permanente des revenus : 94
 - de référence : 91
 - de stabilisation : 91, 94
 - distribution égale des revenus entre les pays : 94
 - rapport Stern : 93
- Schumpeter Joseph : 104
- Schwartz Shalom : 163
- secteur énergétique : 123
- secteur financier : 35
 - aide directe : 118
 - mondial, complexité : 99
- secteur manufacturier : 193
- secteur public : 117, 144, 145
- secteurs sobres en carbone : 146
- Sen Amartya : 51, 52, 57, 150
- sens de l'inclusion : 152
- services : 144, 145, 176

- aux personnes et services sociaux : 136
- dématérialisés : 133
- écosystémiques : 30
- locaux : 192
- publics : 73, 190
- Seung-soo Han : 120
- sida : 71
- significations symboliques : 107
- simplicité volontaire : 152, 189, 199
- Simplicity Forum : 153
- Smith Adam : 150
- société de consommation : 63, 108
- société inégalitaire : 124
- société mondiale : 63
- société sobre en carbone : 120
- Soper Kate : 151
- Soros George : 34, 44
- soviétiques, anciens États : 72
- stabiliser les émissions de dioxyde de carbone : 91
 - objectif : 92
- stabilité économique : 72
- Stern : 28
- stimuler la croissance de la consommation : 112
- stimulus fiscal : 118
- stratégie pour le développement durable : 167
- structures : 199
 - capitalisme : 97
 - économies capitalistes modernes : 96
- structures dominantes, effets pervers : 154
- structure sociale : 72, 109
- Stuart Mill John : 128
- style de vie : 123
- Suède : 54
- Sukdhev Pavan : 115
- surplus, distribution : 197
- système énergétique : 115

T

- taux d'intérêt : 113
- taxe : 178
- taxe carbone : 175
- taxe Tobin : 175, 177
- technologies propres : 142, 143
- Thaïlande : 153
- théorème d'impossibilité pour une prospérité durable : 75
- théorie macroéconomique écologique : 132, 139, 141, 142, 145, 146, 175, 176
- Tobin James : 177

tradition: 163, 198
transferts de devises internationaux: 175, 177
transfert des ressources, mécanisme de : 174
transformation: 186
transformation sociale: 172
transition écologique: 196
transition vers une économie durable
 investissement: 141, 142, 171
 pays en développement: 174
 travail: 100, 148, 150, 193
 partage: 138, 139, 179
 politique du temps de travail: 179
 productivité du travail: 73, 132, 136, 137,
 138, 140, 176

U

UE: 101
utilité: 52, 54

V

valeurs: 109, 163
valeurs intrinsèques: 152
variétés de capitalisme: 97, 165, 167
Victor Peter: 139
vie moderne: 151
Village des Pruniers: 153
vision de la prospérité: 49, 60, 187
volonté politique: 183

W

Wilkinson Richard: 66, 157, 158

Table des matières

Remerciements	5
Avant-propos	7
Préface à l'édition française de Patrick Viveret	9
Préface de Herman E. Daly	15
Préface de Mary Robinson	17
1 La prospérité perdue	19
La prospérité comme croissance	21
La question des limites	23
Au-delà des limites	30
2 L'âge de l'irresponsabilité	33
À la recherche de coupables	34
Le labyrinthe de la dette	37
L'ennemi intérieur	45
Dettes écologiques	46
3 Redéfinir la prospérité	49
La prospérité comme opulence	52
La prospérité comme utilité	52
La prospérité en tant que capacités d'épanouissement	57
Capacités limitées	58
4 Le dilemme de la croissance	61
L'opulence matérielle comme condition de l'épanouissement	62
Revenu et droits élémentaires	67
La croissance des revenus et la stabilité économique	72
5 Le mythe du découplage	77
Découplage relatif	78
Découplage absolu	81

L'arithmétique de la croissance	86
Choix austères	91
6 La « cage de fer » du consumérisme	95
Structures du capitalisme	97
Logique sociale	105
Nouveauté et angoisse	107
7 Le keynésianisme et le « New Deal Vert »	111
Options de redémarrage de la croissance	112
<i>New Deal vert</i>	114
Stratégies pour la création d'emploi	117
Le potentiel de la relance « verte »	118
Financer la reprise	121
Au-delà de la relance	124
8 Une macroéconomie écologique	127
Théorie macroéconomique élémentaire	129
Changer le « moteur de la croissance »	133
Partager le travail	138
Investissement écologique	141
Fondements d'une théorie macroéconomique écologique	145
9 L'épanouissement – dans certaines limites	147
Une vie sans honte	150
Hédonisme alternatif	151
Le rôle du changement structurel	154
10 Une gouvernance pour la prospérité	159
Le rôle de l'État	160
Égoïsme et altruisme	163
Les variétés du capitalisme	165
L'État schizophrène	167
11 La transition vers une économie durable	171
Établir les limites	173
<i>Plafonds de ressources et d'émissions – et objectifs de réduction</i>	173
<i>Réforme fiscale pour la durabilité</i>	174
<i>Soutien à la transition écologique dans les pays en développement</i>	174
Réparer le modèle économique	175
<i>Développer une théorie macroéconomique écologique</i>	175
<i>Investir dans l'emploi, les actifs et les infrastructures</i>	176
<i>Accroître la prudence financière et fiscale</i>	177
<i>Réviser les comptes nationaux</i>	178
Changer la logique sociale	179
<i>Politique du temps de travail</i>	179
<i>Lutte contre les inégalités systémiques</i>	180
<i>Mesurer les capacités et l'épanouissement</i>	180
<i>Renforcement du capital social</i>	181

<i>Démanteler la culture du consumérisme</i>	182
Ce n'est pas une utopie	183
12 Une prospérité durable	185
Visions de la prospérité	187
Cendrillon au bal ?	191
La fin du capitalisme ?	194
Il serait plus que temps...	197
Postface	201
Un travail exceptionnel, un tournant	201
Annexe 1 : Le projet <i>Redefining Prosperity</i> de la SDC	205
Annexe 2 : Macroéconomie écologie	209
Développement du modèle	210
Références bibliographiques	215
Liste des figures	233
Liste des acronymes et des abréviations	235
Index	237
Table des matières	245

Le temps est-il venu de repenser la croissance ?

Le débat est lancé. Lisez *Prospérité sans croissance* et rejoignez la plus importante discussion de notre temps.

La poursuite de la croissance est-elle la solution ? Offrira-t-elle prospérité et bien-être sur une planète de neuf milliards d'êtres humains ? **Dans cet ouvrage explosif, Tim Jackson fait le procès de la croissance économique illimitée.**

Dans les économies avancées, il devient de plus en plus clair que la croissance de la consommation n'augmente pas le bonheur et peut même lui nuire. Et il est encore plus évident que les écosystèmes qui portent nos économies sont en train de s'effondrer sous les coups de cette croissance. **À moins que nous ne réduisions radicalement l'impact environnemental de l'activité économique** – et rien ne prouve que cela soit possible –, **nous allons devoir construire une prospérité qui ne repose pas sur la croissance continue.**

Hérésie économique ou opportunité pour renforcer les fondements du bien-être, de la créativité et construire une prospérité durable en dehors de la dictature du marché ?

Tim Jackson propose une vision crédible d'une société humaine à la fois florissante et capable de respecter les limites écologiques de la planète. Réaliser cette vision est la tâche la plus urgente de notre époque.

Ce livre est une version largement revue et complétée de l'étude que Tim Jackson a réalisée pour le compte de la *Sustainable Development Commission*, une instance consultative du gouvernement britannique. Sa publication ouvre **une troisième voie entre le concept de croissance verte et celui de décroissance.**

Ce livre pourrait bien être aussi important pour le développement durable que le rapport Brundtland. Paul-Marie Boulanger, directeur de l'Institut pour un Développement Durable (IDD).

La lecture de ce livre est indispensable pour tous ceux qui se sentent concernés par le changement climatique et la développement durable. Il est audacieux, original et exhaustif. Nous devons définir différemment la prospérité et la richesse et les distinguer de la croissance économique du PIB : cet ouvrage nous montre comment entamer cette tâche. Anthony Giddens, sociologue.

Au cœur de la crise économique, Jackson a écrit le plus important livre qu'il soit possible d'écrire aujourd'hui. James Gustave Speth, Yale University.

Un nouveau mouvement économique est en train d'émerger, et ce livre remarquable sera le premier pas de quiconque attend un manifeste. The Guardian.



Tim Jackson est professeur de développement durable au « Centre for Environmental strategy » (CES) à l'Université du Surrey. Ses recherches portent sur le comportement des consommateurs, les systèmes énergétiques durables, l'économie écologique et la philosophie de l'environnement. Au Royaume-Uni, il est l'un des pionniers du développement d'indicateurs alternatifs à la croissance économique. Depuis janvier 2003, il mène des recherches au sein du CES sur la psychologie sociale du consommateur. Tim Jackson est également auteur de pièces de théâtre diffusées par la BBC.

JACKSONCRO
ISSN 2032-7048
ISBN9 78-2-8041-3275-0

www.deboeck.com

